

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

La bataille d'Ouled Ziane à Legata (Boumerdes), dernière épopée de "Si Mustapha" et de ses compagnons

P.24

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Œuvrer pour en faire un outil efficace d'évaluation et de prospective (Bouchenak Khelladi)

P.24

PÉTROLE

Opep+: plusieurs pays membres démentent l'existence de discussions sur une révision de l'accord du 5 octobre

P.24

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2023 ADOPTÉ PAR L'APN

Cap maintenu sur l'appui à l'investissement, nouvelle approche budgétaire

Le projet de loi de finances 2023, adopté mardi par l'Assemblée populaire nationale (APN), introduit une série de mesures tant dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, et ce, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence. Il s'agit du premier texte de loi de finances élaboré en vertu de la loi organique 18/15 relative aux lois de finances. Le texte prône notamment la poursuite de l'effort de l'Etat pour maîtriser ses équilibres financiers, l'encouragement de l'investissement, la consolidation des acquis sociaux tout en poursuivant la dynamique de croissance. P.6



EDUCATION NATIONALE

Début de la deuxième étape de promotion sur examen professionnel (ministère)

P.3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le financement des projets demeure le grand défi (Arkab)

P.3

ANTIBIOTIQUES

Des spécialistes mettent en garde contre la consommation excessive

P.10

SANTÉ

MALADIE DE PARKINSON

Arrivera-t-on à la vaincre ?

Pp 12-13

F O T B A L L

CAN-2023 (U17) PRÉPARATION/ALGÉRIE

22 joueurs convoqués pour un stage du 26 au 30 novembre

P.21



BOUIRA

Premier tour de manivelle du film "Iâdawen n Tuderth" de Mohamed Rahal

P.16

ANP

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 14 quintaux de kif via les frontières avec le Maroc

P.24

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Accord de coopération avec le CNRST



Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a signé, mardi à Alger, un accord de coopération avec le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), prévoyant notamment l'élaboration d'études communes et l'échange d'informations.

Cet accord vise à assier une coopération entre les deux instances consultatives en matière d'élaboration d'études et de rapports communs, l'organisation conjointe d'ateliers et de journées d'étude.

Il prévoit en outre l'échange d'expertises et d'informations entre les deux conseils autour de questions socioéconomiques pour mettre "la recherche scientifique au service du développement global".

CONSTANTINE

Saisie de plaques de cannabis

Six plaques de cannabis ont été saisies ces dernières 48 heures dans la commune de Lakhroub relevant de la wilaya de Constantine, ont indiqué lundi les services de sûreté de wilaya.

Cette affaire résolue par les éléments de la brigade de recherche et d'intervention a permis également l'arrestation d'un trafiquant de drogue âgé de 27 ans, ont précisé les mêmes services détaillant que la quantité de cannabis saisie s'élève à 1,5 kilogramme cachée dans une cave, propriété du trafiquant.

ORAN

Attribution de plus de 3.200 logements de différentes formules



Quelque 3.230 logements de différentes formules ont été distribués, mardi à Oran, lors d'une cérémonie symbolique organisée à la mosquée "Abdelhamid Ben Badis", marquée par la joie des bénéficiaires.

Ce quota de logements comprend 1.369 logements publics locatifs répartis sur les différentes communes, dont 257 sont dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire et 1.627 logements location-vente (AADL) au pôle urbain «Ahmed Zabana» à Misserghine, 180 logements promotionnels aidés (ancien programme) au pôle urbain de Belgaïd (Bir El-Djir) et 54 aides à la construction subventionnées rurales, a indiqué le wali dans son allocution à l'occasion.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 morts et 103 blessés ces dernières 24 heures



Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 103 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un bilan de la Protection civile.

Durant la même période, la Protection civile est intervenue pour prodiguer des soins de première urgence à 14 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain dans les wilayas de Tiaret, Sétif, Constantine et Saïda.

Par ailleurs, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de trois incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas d'Oran, Mila et Chlef.

BECHAR

Arrestation avec saisie de kif traité



Un présumé trafiquant de drogue en possession de 1.466 kg de kif traité a été arrêté à Bechar par les éléments de la brigade de recherches et d'intervention (BRI), a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'opération a été réalisée suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un suspect s'adonne à des activités criminelles de commercialisation illégale de kif traité, en utilisant son domicile comme lieu de stockage de cette drogue, a-t-on précisé.

SÉTIF

Des réalisations pour la jeunesse



Vingt-quatre (24) projets sont en cours de réalisation dans le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Sétif, a-t-on indiqué à la wilaya.

Ces opérations concernent la réalisation de stades de proximité dans plusieurs communes de la wilaya, des auberges de jeunesse et des maisons de jeunes, ainsi que des salles polyvalentes.

Les chantiers de réalisation sont inscrits dans le cadre des projets sectoriels (12 opérations), ou financés sur budget de la wilaya (quatre opérations), ou encore par le fonds des Hauts plateaux (huit opérations).

TIZI-OUZOU

Décès d'une personne heurtée par un véhicule



Une personne est morte, heurtée par un véhicule, mardi soir à Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

Un homme, âgé de 58 ans, a été mortellement heurté par un véhicule sur la RN 12 à proximité du marché de gros de la commune de Tizi-Ouzou, a-t-on précisé.

La victime est morte sur le coup.

Les éléments de l'unité principale de ce corps constitué, sont intervenus pour évacuer la dépouille de la victime vers le CHU Nedir Mohamed, selon la même source.

Huit morts dans des accidents de la route du 1^{er} janvier et 31 octobre

Huit personnes sont mortes et 464 autres ont été blessées dans 381 accidents de la route enregistrés à Tizi-Ouzou, durant la période allant du 1^{er} janvier et 31 octobre dernier, selon un bilan de la sûreté de wilaya, diffusé, mardi.

Sur les huit victimes décédées, deux sont des piétons qui ont été fauchés par des véhicules au moment où ils tentaient de traverser, alors que le nombre des piétons blessés dans des accidents de la route est de 252 sur les 464 déplorés durant la même période, a-t-on précisé de même source.

BECHAR

Programme de réhabilitation du cadre bâti



Un programme de réhabilitation du cadre bâti de 232 habitations dans cinq (5) communes de la wilaya de Bechar sera entamé prochainement pour toucher des groupements d'habitations urbaines des communes de Bechar, Taghit, Mrija, Beni-Ounif et Kenadza, en plus de la réhabilitation et la rénovation du cadre bâti des habitations, l'amélioration du cadre de vie des citoyens et de l'environnement, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Les travaux à effectuer visent, notamment, la réhabilitation et la rénovation des différentes structures bâties communautaires, lieux et espaces publics dans le but d'améliorer le cadre de vie des habitants des groupements urbains concernés, a-t-on précisé.

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Œuvrer pour en faire un outil efficace d'évaluation et de prospective (Bouchenak Khelladi)

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, a affirmé mardi que le Conseil œuvrait à devenir, lors de la prochaine étape, un outil efficace d'évaluation des politiques et d'élaboration des études de prospective à soumettre au Gouvernement, mettent en exergue l'importance des réformes engagées par le Président de la République en vue de l'édification d'une économie forte et l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

M. Bouchenak Khelladi s'exprimait à l'ouverture de la 3^e Assemblée générale du CNESE, en présence de nombre de ministres, du conseiller auprès du Président de la République, chargé des affaires économiques, Yacine Ould Moussa et des présidents de plusieurs instances consultatives.

Il a indiqué, dans ce cadre, que cette AG se voulait "une halte pour évaluer les indicateurs socio-économiques et environnementaux enregistrés en 2022, et envisager l'année prochaine, notamment les actions du CNESE, en tant qu'instance constitutionnelle chargée de l'évaluation des différentes politiques publiques". "Le Conseil, un mécanisme d'analyse et de prospective créé pour doter les pouvoirs publics d'analyses en lien avec ses domaines de compétence, s'attèlera durant la prochaine phase à jouer son rôle d'instance consultative au sein du système institutionnel de l'Etat afin de s'ériger en espace de dialogue et de concertation entre les différentes parties agissantes dans le processus de développement", a-t-il assuré. Le CNESE poursuit également l'élaboration d'un système informatique pour l'analyse des données et la création de bases et des données modernes en relation avec l'aspect socio-économique et environnemental, ce qui permettra le lancement de nouvelles approches pour nombre de dossiers, dont la transition énergétique, la sécurité alimentaire, la



diversification de l'économie et l'ouverture sur les marchés extérieurs. Par ailleurs, le président du CNESE a souligné que cette 3^e AG se tenait dans le contexte de "la nouvelle dynamique enclenchée dans notre pays sous l'impulsion du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et les réformes importantes opérées notamment celles relatives à l'édification d'une économie nationale forte et diversifiée à la hauteur de l'Algérie, un Etat pivot dans son environnement et agissant à l'échelle internationale". Il a également évoqué l'amélioration des conditions sanitaires causées par le Covid-19, ce qui a permis à l'Etat d'orienter tous ses efforts vers le parache-

vement des réformes importantes engagées par le président de la République en vue de concrétiser le projet de l'Algérie nouvelle. Parmi les principales réformes économiques accueillies avec satisfaction par le Conseil, M. Bouchenak Khelladi a cité la nouvelle loi sur l'investissement, la promulgation de ses textes d'application et l'installation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP), autant de réformes, a-t-il dit, qui préparent le terrain pour un véritable décollage économique en 2023. Aussi, a-t-il mis en avant les décisions du président de la République visant à améliorer le pouvoir d'achat du citoyen, outre les efforts déployés en matière de lutte contre la spé-

culatation illicite. Evoquant les travaux de l'AGO, le président du CNESE a indiqué qu'ils se poursuivront à huis clos, les membres devant se pencher sur plusieurs dossiers de l'heure, avant de procéder à leur adoption puis les soumettre au président de la République et au gouvernement dans les plus brefs délais. En tête des dossiers inscrits à l'ordre du jour figurent ceux élaborés par les différentes commissions et services du Conseil, notamment le rapport de conjoncture socioéconomique et environnementale du premier trimestre de 2022, selon les explications de M. Bouchenak Khelladi.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette session, le même responsable a précisé que ce rapport devrait faire état de l'avancement des actions des différents établissements et ministères. Selon le programme de cette AGO, 12 rapports seront examinés sur le développement du territoire, la cohésion sociale, la réforme du système de santé national, l'impact socioéconomique de l'augmentation des salaires en Algérie, la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire, en plus de la participation de la société civile dans le dialogue relatif aux dossiers socioéconomiques. Dans ce cadre, M. Bouchenak Khelladi a appelé les membres du Conseil à contribuer efficacement à l'enrichissement de ces dossiers et à proposer des suggestions pratiques aux hautes autorités du pays.

UNIVERSITÉ

Les sciences islamiques en Algérie, en débat à l'université Batna-1

Les sciences islamiques en Algérie, état des lieux et perspectives est le thème d'un séminaire international ouvert mardi à la faculté des sciences islamiques de l'université Batna-1. Dr. Serhane Benkhemis, président du comité scientifique de cette rencontre de deux jours, a affirmé que l'objectif du séminaire est de rechercher les modalités d'adaptation des sciences islamiques en Algérie aux nouveaux défis et évolutions actuelles et de trouver des mécanismes pour une meilleure appréhension du réel.

Les communications de la première journée de la rencontre initiée par le laboratoire de recherches des sciences islamiques en Algérie de l'université Batna-1 ont abordé le rôle important, depuis plusieurs siècles, de cette discipline dans le développement des autres sciences et constituant un substrat pour la science, la civilisation et le progrès.

Pour Amar Djidel de l'université d'Alger, l'avenir "réside dans le devenir des sciences islamiques dans l'orientation des autres sciences à servir l'intérêt de l'humanité et non pas la détruire, à honorer l'homme et non pas l'exterminer". Dr. Fethi Melkaoui de Jordanie, directeur régional de l'institut mondial de la pensée islamique, a analysé la philosophie des valeurs dans les sciences islamiques et ce qu'elle est capable d'apporter à l'humanité dans les divers domaines. Trois ateliers sont prévus en marge du séminaire qui réunit des chercheurs de plusieurs universités algériennes ainsi que des intervenants par visioconférence de la Malaisie, du Qatar, de la Palestine et de la Norvège en présence de nombreux universitaires et étudiants

APS.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le financement des projets demeure le grand défi (Arkab)

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a estimé, mardi à Alger, que la question du financement continuait à représenter "le grand défi" pour la concrétisation des projets de transition énergétique, appelant à trouver des partenariats Nord-Sud pour relever ce défi.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la conférence intitulée "les interconnexions électriques en méditerranée, facteur d'intégration régionale et catalyseur de la transition énergétique", organisée par Sonelgaz, M. Arkab a indiqué que le rôle attendu des sources d'énergies renouvelables "ne saurait être concrétisé qu'à travers l'augmentation de l'investissement international dans ce domaine".

Le financement des projets de transition énergétique demeure "un grand défi" face à leur concrétisation sur le terrain et la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable et d'infrastructure y afférentes, a-t-il expliqué. Pour le ministre, "la question qui se pose actuellement avec acuité et sur laquelle nous devons travailler, consiste à réfléchir aux modalités d'instauration de partenariats d'intérêts communs entre le Nord et le Sud à la lumière des défis actuels".

M. Arkab a passé en revue, dans son allocution, les grandes lignes de la politique nationale de la transition énergétique qui englobe le développement des énergies nouvelles et renouvelables et les mesures de maîtrise de la consommation en vue de préserver les ressources naturelles pour les futures générations.

A ce propos, M. Arkab a rappelé l'introduction de l'hydrogène parmi les priorités du plan du gouvernement. "La mise en place des dernières retouches sur la stratégie nationale de développement de ce segment est en cours", a-t-il dit. Cependant, le développement de l'hydrogène, précise le ministre, "exige la réunion de plusieurs facteurs, notamment la création du cadre réglementaire et institutionnel et la préparation du capital humain, ainsi que le transfert de la technologie et le financement, et ce, après la recherche de marchés transparents et compétitifs".

Le ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Samia Moualfi a affirmé que l'Algérie, un partenaire énergétique "fiable et engagé", veille à la dimension complémentaire de ses relations avec les pays des deux rives de la Méditerranée. Ainsi, la coopération dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables entre les deux rives de la Méditerranée revêt "une importance extrême" pour l'Algérie surtout en ce qui concerne la diversification du bouquet énergétique et la promotion du raccordement électrique dans le bassin de la Méditerranée "notamment dans le contexte actuel et à l'avenir", a fait remarquer le ministre. Mme Moualfi a estimé nécessaire de concrétiser sur le terrain le raccordement du réseau électrique pour tous les pays de la Méditerranée à même d'ouvrir un marché méditerranéen de l'énergie, mettant en avant les capacités "importantes et significatives" des pays de la rive sud en matière d'énergie renouvelable notamment solaire.

Le Pdg de Sonelgaz, Mourad Adjal a, lui, affirmé que le groupe s'emploie à créer une nouvelle forme de partenariat entre les associations énergétiques régionales et internationales en vue de travailler de concert et d'aller de l'avant vers le développement du secteur de l'énergie électrique pour servir l'intérêt commun dans la région de la Méditerranée. Il a relevé l'importance du "Protocole d'Alger" de coopération entre les associations régionales, signé durant les travaux de la conférence, en ce qu'il constitue "la pierre angulaire pour une organisation régionale ouverte pour toutes les associations et les instances exerçant dans le domaine". Le Protocole d'Alger a été signé par le Comité maghrébin de l'électricité (COMELC), l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), l'Association des gestionnaires des réseaux de transport de l'électricité méditerranéens (Med-Tso) et l'Association méditerranéenne des agences nationales de maîtrise de l'énergie (MEDENER).

EDUCATION NATIONALE

Début de la deuxième étape de promotion sur examen professionnel (ministère)

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, mardi, le lancement de la deuxième étape de promotion sur examen professionnel, avec 33.489 postes budgétaires à pourvoir, indique un communiqué du ministère. Le ministère de l'Éducation nationale a lancé "la deuxième étape de promotion sur examen professionnel, avec 33.489 postes budgétaires à pourvoir, dont 25.792 postes pour les enseignants titularisés et enseignants principaux et 7.697 destinés aux adjoints principaux de l'Éducation et aux adjoints principaux des services économiques qui doivent justifier de cinq (05) ans de service effectifs, à la date du déroulement de l'examen professionnel". Cette promotion concerne respectivement les grades de: professeur principal, professeur formateur, conseiller de l'Éducation et sous-intendant, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur. Le ministère de l'Éducation nationale avait organisé récemment la première étape de l'opération de promotion destinée aux personnels des corps de l'enseignement à travers l'inscription sur les listes de candidature à ux grades de professeur principal et professeur formateur dans les trois cycles d'enseignement, sachant que cette promotion avait concerné 10.208 enseignants et a été avancée pour permettre aux recalés de passer l'examen professionnel.

ALGÉRIE - INDONÉSIE La ministre de la Culture et des Arts reçoit l'ambassadeur d'Indonésie

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a reçu, mardi, l'ambassadeur de la République d'Indonésie en Algérie, Chalief Akbar, se félicitant des "relations historiques solides" liant les deux pays depuis la Conférence de "Bandung" en 1955, indique un communiqué du ministère.

Mme Mouloudji a mis en avant "les relations historiques solides" liant les deux pays depuis la Conférence de "Bandung" en 1955 lorsque l'Algérie était sous le joug colonial, l'Indonésie ayant reçu à l'époque "une délégation du Front de libération nationale participant à la Conférence, actant la naissance de la diplomatie algérienne". Cette dimension historique permet de "consolider les relations algéro-indonésiennes et les promouvoir dans l'avenir pour atteindre des niveaux supérieurs, notamment dans les domaines de la culture et des arts", ajoute le communiqué. Après avoir examiné la possibilité d'organiser "un salon des traditions et des coutumes indonésiennes" au Palais de la culture "Moufid Zakaria" dans les mois à venir, "les deux parties ont suggéré de procéder à l'examen d'un projet pour la signature d'un accord-cadre de coopération dans le domaine de la culture et des arts, notamment en ce qui concerne l'économie créative et les industries culturelles", selon la même source.

Il s'agit également de renforcer la communication entre les établissements culturels placés sous la tutelle des ministères des deux pays, tout en tenant compte des recommandations des travaux "de la Conférence mondiale sur l'économie créative", tenue récemment à Bali (Indonésie), conclut le communiqué.

SONATRACH Concours de conception d'un logo à l'occasion du 60^e anniversaire de sa création

Le groupe Sonatrach a annoncé, dans un communiqué lundi, le lancement d'un concours ouvert à tous les citoyens, pour la conception d'un logo professionnel à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de sa création. "Dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire de la création de Sonatrach, le 31 décembre 2023, le Groupe Sonatrach organise un concours ouvert à tous les citoyens pour la conception d'un logo officiel dédié à cet événement", indique le communiqué. Cet événement sera célébré à travers "une identité visuelle propre à l'événement, avec une grande créativité artistique à la hauteur des aspirations de Sonatrach et pouvant être adoptée comme logo officiel de l'événement", selon la même source. Le Groupe a également fait savoir que trois prix d'une valeur de 1.000.000 DA (1^{er} prix), de 500.000 DA (2^e prix) et de 300.000 DA (3^e prix) sont prévus. Concernant les conditions du concours, celles-ci sont publiées sur le site officiel de Sonatrach, via le lien <https://www.sonatrach.com>, précise le communiqué.

Le dernier délai pour l'envoi des modèles de logo via le lien précité, est fixé au 5 décembre 2022.

PROJETS DE START-UP Prime au profit des enseignants-encadreurs

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, mardi, l'affectation d'une prime de 100.000 Da au profit des enseignants chercheurs encadreurs dont les étudiants parviennent à créer des start-up. Afin d'encourager les enseignants chercheurs et les chercheurs permanents à encadrer des étudiants de fin de cycles qui préparent des mémoires dans le cadre du projet "un diplôme-une, start-up", le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a procédé à l'élaboration d'un projet de texte réglementaire permettant aux enseignants et aux chercheurs qui encadrent des étudiants ayant réussi à créer une start-up disposant du "label start-up", d'obtenir une prime de 100.000 Da sur chaque projet répondant à la condition précitée, à raison de deux projets pour chaque encadreur par an, précise la même source. Cette mesure tend à "inciter les enseignants chercheurs et les chercheurs permanents à adhérer à la démarche visant à mettre en place des start-up en mesure de contribuer à la création de la richesse et d'emploi", note le communiqué. Le projet "un diplôme, une start-up" devant sanctionner le cursus de l'étudiant constitue "un mécanisme de concrétisation des efforts du secteur visant à former une génération d'étudiants d'hommes d'affaires capables d'aller vers l'entrepreneuriat et l'innovation et de créer leurs propres start-up créatrices de richesse et d'emplois", a conclu le communiqué.

ALGÉRIE - LIBYE Le président de la Cour constitutionnelle reçoit la ministre de la Justice du Gouvernement d'Union nationale de Libye

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, a reçu mardi à Alger, la ministre de la Justice du Gouvernement d'Union nationale de Libye, Mme Halima Ibrahim Abderrahmane, qui effectue une visite de travail en Algérie.

Lors de cette rencontre, les deux parties "se sont félicitées des relations profondes liant les deux pays frères et du haut niveau de leur coopération, passant en revue les moyens et les perspectives de leur renforcement dans divers domaines, notamment en matière de justice constitutionnelle", indique un communiqué de la Cour constitutionnelle.

A cette occasion, M. Belhadj a mis en exergue "l'importance des réformes profondes continues initiées en Algérie sous la conduite perspicace du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune



dans le but d'édifier l'Algérie nouvelle, notamment en termes de consolidation des

garanties de l'indépendance de la Justice à travers la création de la Cour constitution-

nelle avec une composition exceptionnelle et de larges réformes".

Pour sa part, la ministre libyenne de la Justice a souligné "l'importance extrême" accordée par les autorités de son pays au développement des relations de coopération bilatérale avec l'Algérie.

Au terme de la rencontre, les deux responsables ont réitéré "leur volonté d'œuvrer à renforcer les relations de concertation, de coopération et d'échange des expériences et des visites entre les deux pays, notamment dans les domaines de la justice et de la justice constitutionnelle".

ALGÉRIE - ARGENTINE Tenue des travaux de la 7^e session des concertations politiques

Les travaux de la 7^e session des concertations politiques entre l'Algérie et l'Argentine ont eu lieu, mardi au siège du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, indique un communiqué du ministère.

"Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Argentine et dans le souci de donner une nouvelle dynamique de coopération entre les deux pays, les travaux de la 7^e session des concertations politiques entre les deux pays ont eu lieu au siège du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger", précise le communiqué.

La délégation algérienne a été présidée par l'ambassadeur, Mohamed Berrah, Directeur général Amérique, tandis que la délégation argentine a été présidée par M. Claudio Javier Rozencwaig, Sous-secrétaire chargé de la politique extérieure au ministère des Relations extérieures, du Commerce international et du Culte, ajoute la même source.

Les deux parties ont saisi cette occasion pour examiner les moyens de renforcement des relations bilatérales et de leur promotion aux plus hauts niveaux, et ce, compte tenu des intérêts

communs et des potentialités importantes que recèlent les deux pays. Ils ont également salué la tenue de cette session de concertations politiques "qui devra donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale à tous les niveaux".

Les deux responsables ont affirmé, en outre, la disponibilité de leurs pays à poursuivre et à renforcer le dialogue politique, et ont convenu de l'impératif d'intensifier les visites de haut niveau entre les deux pays, outre la tenue de nouvelles sessions du Comité intergouvernemental et du comité scientifique bilatéral à l'entame de l'année prochaine", conclut le communiqué.

UNIVERSITÉ Signature d'une convention entre les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Culture pour la protection des idées innovantes et les projets des étudiants

Une convention de partenariat a été signée, mardi à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Culture et des Arts, dans le but de protéger les idées innovantes et les projets des étudiants convertibles en start-up.

Cette convention, signée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, s'inscrit dans le cadre des

démarches visant à accompagner les étudiants dans la création de leurs start-up, à partir de leurs projets de recherche.

A cette occasion, M. Baddari a réaffirmé la nécessité de "créer l'environnement approprié aux étudiants pour leur permettre de transformer le savoir en un produit commercialisable à travers la création de start-up et contribuer ainsi à la création de richesse".

Dans ce contexte, le ministre a rappelé les facilités accordées aux étudiants

pour créer des start-up, ainsi que les avantages accordés par le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

De son côté, Mme Mouloudji a indiqué que son secteur œuvre à l'encouragement des capacités dans leurs "différence et diversité" et valorise la coopération et le partenariat afin de "construire l'Algérie nouvelle selon l'approche du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

"L'économie nationale a

besoin aujourd'hui d'accorder de la valeur ajoutée en soutenant des projets créateurs de richesse, notamment dans l'espace universitaire, compte tenu de ses compétences scientifiques, de ses laboratoires de recherche et de ses capacités humaines dans diverses spécialités", a-t-elle ajouté, soulignant la nécessité "d'investir dans la créativité des étudiants universitaires et des chercheurs et de convertir les idées et les innovations en produits palpables".

COMMISSION DE SUIVI DES DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS ARABES Participation d'un député de l'APN

Le député de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ali Djellouli a participé, mardi, en sa qualité de membre de l'Observatoire arabe des droits de l'homme relevant du Parlement arabe, aux travaux de la 2^e réunion virtuelle de la commission de surveillance et de suivi de l'état des droits de l'homme dans les pays arabes membres de l'observatoire, indique un communiqué de l'Assemblée.

Plusieurs thèmes sont inscrits à l'ordre du jour de la réunion, dont "l'adoption du procès-verbal de la 1^{re} réunion de la commission, la présentation du projet

de l'indicateur arabe des droits de l'homme, l'examen de la proposition inhérente à l'organisation de visites aux pays arabes pour l'élaboration de rapports sur la situation des droits de l'homme, la présentation des réalisations accomplies dans ce domaine et la constitution d'une base de données", ajoute le communiqué. A cet effet, les membres ont convenu "d'adresser une correspondance à tous les pays arabes et de fixer la liste des pays à visiter, à la lumière des réponses parvenues à l'observatoire", précise la même source. Dans son inter-

vention, le député Djellouli a souligné que "les visites comptent parmi les mécanismes efficaces de surveillance des droits de l'homme, adoptés par l'observatoire", susceptibles de constituer le cadre de renforcement d'une coopération constructive, à travers lequel l'observatoire contribuera à apporter l'aide technique et concourir à l'édification des capacités des pays arabes et des conseils et parlements arabes en matière de promotion et de protection des droits de l'homme dans le monde arabe.

M'SILA

Plus de 190 céréaliculteurs bénéficient du crédit R'fig

Pas moins de 192 céréaliculteurs de la wilaya de M'sila ont bénéficié du crédit R'fig au titre de la saison agricole 2022/2023, ont annoncé mercredi les services de la wilaya.

En comparaison avec la saison agricole 2021/2022, le nombre de céréaliculteurs ayant bénéficié du crédit R'fig a été ainsi augmenté de plus de 100 bénéficiaires, au titre de l'actuelle saison, selon les services de la wilaya de M'sila qui ont expliqué cette hausse par les campagnes de sensibilisation organisées par les services de l'Agriculture en vue d'inciter les céréaliculteurs à bénéficier de ce crédit "sans intérêt", d'une valeur de plus de 23 millions de dinars. Les 192 céréaliculteurs actives dans les loca-



lités de Maârif, Ouled Mansour, Hammam Dalâa, Bensrou, Bousâada et Sidi Amhamed, ont indiqué les mêmes services. La production céréalière annuelle est estimée à plus de 900.000 quintaux, ont noté les mêmes services rappelant que l'activité céréalière se pratique sur une superficie de 19.000 hectares.

Une quantité à plus de 250.000 quintaux de céréales a été remise en 2022 à la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), selon les services de la wilaya de M'sila.

MILA

La contribution des investissements des biens Wakfs dans le développement national soulignée (rencontre)

Les participants aux travaux du séminaire national sur "le Wakf algérien, état des lieux et perspectives", tenu mardi à Mila, ont souligné "la nécessité d'investir dans les biens wakfs pour contribuer au développement socioéconomique du pays".

Le directeur de l'Office national des Wakfs et de la Zakat, Mohamed Bouziane, a affirmé que l'investissement dans les biens wakfs constitue "un des affluents" du développement socioéconomique au regard des revenus qui peuvent en être tirés de sorte à alléger les charges de l'Etat.

Intervenant sur le décret portant création de l'office des Wakfs et de la Zakat durant cette rencontre initiée par la direction de wilaya des Affaires religieuses et wakfs, le même responsable a relevé que les efforts d'exploitation de ces biens se sont traduits par la révision de la loi relative aux Wakfs qui touche à sa fin et qui sera prête courant 2023, pré-

cisant que près de 30 articles y seront consacrés à l'investissement dans ces biens et aux dispositions pénales de leur protection "dans le respect des conditions fixées par le fondateur initial".

M. Bouziane, a noté que les directions de wilayas des affaires religieuses s'attendent à transférer à l'Office les biens immobiliers wakfs, précisant qu'à ce jour, près de 4.000 biens immobiliers wakfs ont été transférés à l'Office pour les gérer et tous les comptes des fonds de la zakat et des Wakfs ont été enregistrés au nom de l'Office à travers toutes les wilayas. Le Dr. Amina Adid du centre universitaire de Mila a mis l'accent dans sa communication sur la nécessité de réduire la centralisation dans la gestion financière des revenus tirés des biens wakfs pour mieux en tirer avantage à l'échelle locale. L'intervenante a ainsi proposé la création de fonds locaux des wakfs pour financer les investissements wakfs à travers les wilayas et les com-

munes selon des normes précises et des dispositions légales qui en définissent les modalités d'exploitation au niveau local. Elle a également proposé d'élargir la notion du wakf pour inclure l'argent liquide qui garantit le financement de ces fonds et l'engagement de projets d'investissement nouveaux.

De son côté, Ali Belhout, de l'université de Jijel, a abordé l'atteinte aux biens wakfs et les moyens de leur protection, rappelant que cette atteinte remonte à l'occupation coloniale française qui avait annexé les biens wakfs aux biens publics français dans sa stratégie de contrôle du pays et de lutte contre la culture du wakf qui remonte au temps des compagnons du prophète Mohammed (QSSL).

Le même universitaire, a également évoqué les textes élaborés par le législateur algérien après l'indépendance pour récupérer, valoriser et assurer la pérennité de ces biens.

KHENCHELA

Promouvoir les prestations de la fonction publique (rencontre)

Les participants au séminaire international sur "les conditions d'accès à la fonction publique et de progression professionnelle" clôturé mardi à l'université Abbès-Laghrou de Khenchela, ont appelé à investir dans le capital humain pour contribuer à la promotion des prestations de la fonction publique.

Les intervenants qui représentent 19 universités nationales et étrangères ont notamment recommandé "d'adapter le mode d'accès à la fonction publique aux critères de mérite avec une sélection et une exploitation idoines des compétences tout en accordant un intérêt majeur pour la promotion interne aux postes importants des fonctionnaires assidus".

Ils ont également recommandé "l'adoption de l'administration électronique et des plans modernes d'administration pour élever le niveau du fonctionnaire public ainsi qu'une gestion numérisée des ressources humaines dans le secteur public afin d'améliorer le rendement de l'équipement public".

Le président du séminaire, Dr.

Boubakr Benamor, a pour sa part, mis l'accent sur la mise en œuvre des réformes imposées par les évolutions en cours y compris dans le développement des aptitudes professionnelles des fonctionnaires afin d'obtenir des résultats positifs à la fois pour le fonctionnaire public, l'équipement public et le citoyen.

Il a aussi appelé à adapter la formation traditionnelle aux fonctions modernes pour permettre aux gestionnaires de mieux engager les fonctionnaires publics dans le processus d'amélioration du niveau des prestations de l'équipement public.

Le comité scientifique du séminaire a préconisé de recourir au système de formation, de perfectionnement et d'actualisation des connaissances des fonctionnaires publics avant le recrutement et tout au long de leurs carrières professionnelles pour leur permettre d'assumer pleinement les tâches qui leur sont confiées et d'avoir des rendements qui contribuent à améliorer le service assuré.

Cette rencontre organisée par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Khenchela en coordination avec l'équipe de recherche en formation et développement du capital intellectuel a donné lieu à la présentation de 51 conférences en présence des inspecteurs de la fonction publique des wilayas de Khenchela, Oum El Bouaghi et Batna qui ont contribué à l'enrichissement de débats.

SÉTIF

Du rôle de l'université dans la transition vers une économie circulaire (rencontre)

Les participants à la semaine de l'entrepreneuriat vert, qui se tient à l'Université Ferhat-Abbas (Sétif-1), ont mis l'accent mardi sur le rôle de l'université dans la transition vers une économie circulaire.

"Pour la concrétisation des programmes de l'Etat en matière de transition vers une économie verte et un développement durable, l'université est tenue d'effectuer des formations qualifiantes au profit des ressources humaines", a indiqué Mounir Rahmani, chef de l'unité de l'économie circulaire au niveau du Laboratoire d'études et de recherches économiques et marketing de cette université.

Il a expliqué que "l'université en tant qu'incubateur de projets innovateurs a pour vocation d'apporter des solutions scientifiques, rapides et efficaces aux problèmes de gestion des déchets en plus de son rôle de sensibilisation de la société".

"L'insertion de notions de l'économie circulaire dans les divers programmes d'études contribuera à sensibiliser la société sur le recyclage des déchets", a recommandé M.

Rahmani.

Le directeur local de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Abdelkarim driss, a souligné, pour sa part, la nécessité de tracer des objectifs stratégiques en vue d'une gestion idoine des déchets et d'engager des actions participatives qui impliquent l'ensemble des secteurs y compris celui de la formation professionnelle.

Le responsable a rappelé que son secteur en coordination avec la direction de l'Environnement a assuré durant 2021 et 2022, la formation de 40 gestionnaires de déchets domestiques au niveau des établissements de formation de la wilaya, ajoutant que le secteur compte actuellement 10 enseignants formateurs dans le domaine de la gestion des déchets.

La semaine de l'entrepreneuriat vert, lancée hier lundi à Sétif, dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et les programmes des Nations-Unies de développement (PNUD), vise à regrouper les acteurs concernés pour renforcer le domaine de valorisation des déchets et de leur gestion intégrée, selon les organisateurs.

APs

AÏN TÉMOUCHENT

Plus de 70 entreprises présentes à la foire des produits locaux

Quelque 70 entreprises économiques et opérateurs ont participé à la foire des produits locaux, organisée mardi à Aïn Témouchent, dans le cadre de la célébration de la 15ème édition de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat par le secteur de l'industrie. Cette manifestation a permis aux visiteurs de s'enquérir des produits fabriqués dans la wilaya avec une présence d'autres promoteurs des secteurs de l'hôtellerie, des services touris-

tiques, des institutions bancaires, et d'assurances, a indiqué la directrice de wilaya de l'industrie, Houria Debladj. A cette occasion, le wali a procédé à la remise de quatre permis d'exploitation provisoire à quatre investisseurs de la wilaya. Il s'agit d'une unité de transformation de pomme de terre, une autre de production de matériaux de construction à la zone industrielle de Tamazougha, une unité de stockage et de transformation de carburant à El

Amria et enfin une station service dans la commune de Aïn Larbaa. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la levée des restrictions et des facilités accordées aux investisseurs afin de les inciter à concrétiser leurs projets. Le wali a mis en exergue les différents mécanismes mis en place par l'Etat pour encourager l'entrepreneuriat et promouvoir l'investissement à travers un certain nombre d'incitations liées à l'aspect fiscal ainsi que l'accompa-

gnement des institutions bancaires pour les porteurs de projets d'investissement. Il a appelé les différentes entreprises participantes à cette manifestation d'œuvrer à gagner le pari de la compétitivité et la promotion du produit local, ce qui permettra de satisfaire les besoins du marché local et d'investir le créneau de l'exportation. Cette foire des produits locaux a enregistré une affluence appréciable du public, a-t-on relevé.

TOUGGOURT

Formation sur la culture du quinoa pour 30 femmes rurales

Trente-cinq femmes rurales ont pris part à une session de formation sur la culture et la valorisation du quinoa tenue à Touggourt à l'initiative de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS), a-t-on appris mardi des organisateurs.

Cette session abrégée, dernièrement, par le centre de technologie spécialisé de la formation en agriculture oasienne de Sid-Mehdi à Touggourt, a permis aux participantes de s'intéresser de plus près à cette plante, connaître ses valeurs nutritionnelles et économiques et les cycles de son développement dans les zones sahariennes aux conditions climatiques qui lui sont très favorables, a expliqué l'agronome Halima Khaled, également directrice de la ferme de

démonstration et de la production des semences d'Aghafiane (El-Meghaïer), relevant de (ITDAS). Les résultats obtenus des expériences de la culture du quinoa à travers différentes régions dans le Sud du pays, dont El-Meghaïer, El-Oued, Touggourt et Ouargla, ont prouvé le développement réussi de cette plante en milieu désertique, car résistant à la sécheresse et ne nécessitant pas d'importantes quantités d'eau d'irrigation. Concernant le volet théorique, le programme focalise sur l'utilisation diverse du quinoa en tant qu'aliment, les méthodes de sa préparation, récolte, séchage, élimination de la saponine, en vue d'obtenir un produit à haute valeur nutritionnelle, a-t-on expliqué lors de cette session. Selon les explications four-

nies par les encadreurs agronomes de cette session, cette plante dépourvue de gluten, utilisée également dans les industries alimentaires et pharmaceutiques, sert également dans la confection des produits esthétiques par l'extraction, notamment, de son huile très sollicitée sur le marché mondial.

Ce regroupement de formation qui s'inscrit au titre du programme "PRIMA" (partenariat pour la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne), est composé d'experts et chercheurs de différents pays de la Méditerranée et porte sur la valorisation de cette plante andine (Andes), en Amérique du Sud, à la faveur de l'appui des études et recherches sur le quinoa et l'encouragement de l'expansion de sa culture.

FINANCES

Le PLF 2023 adopté par l'APN

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi à la majorité le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.

Le texte de loi de finances 2023, propose une série de mesures tant en matière d'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence. Pour ce qui est du cadrage macroéconomique, le budget 2023 est basé sur un prix

de référence du baril de pétrole à 60 dollars et un prix du marché à 70 dollars. Le texte prévoit un taux de croissance de 4,1%, une inflation de 5,1%, des exportations de 46,3 milliards (mds) de dollars, des importations de 36,9 mds USD et des réserves de change de 59,7 mds USD. Les recettes provisionnelles pour 2023 sont de 7901,9 mds DA (+4), alors que les

dépenses sont de 13786,8 mds de DA, dont 9767 mds de DA de dépenses de fonctionnement, soit un déficit budgétaire de 4092,3 mds de DA (-15,9% du PIB). Jeudi dernier, les députés avaient clôturé le débat en plénière autour du PLF 2023, avant d'écouter dimanche les réponses du ministre des Finances aux questions qu'ils avaient soulevées.



Cap maintenu sur l'appui à l'investissement, nouvelle approche budgétaire

Le projet de loi de finances 2023, adopté mardi par l'Assemblée populaire nationale (APN), introduit une série de mesures tant dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, et ce, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence. Il s'agit du premier texte de loi de finances élaboré en vertu de la loi organique 18/15 relative aux lois de finances. Le texte prône notamment la poursuite de l'effort de l'Etat pour maîtriser ses équilibres financiers, l'encouragement de l'investissement, la consolidation des acquis sociaux tout en poursuivant la dynamique de croissance.

C'est ainsi que ce texte introduit, dans son article 9, un allègement de la procédure obligeant les investisseurs à réinvestir 30% des montants correspondants aux exonérations au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), octroyées dans le cadre des dispositifs d'aide, tout en leur octroyant la possibilité d'investir ou d'effectuer des placements dans des start-

up ou des incubateurs. Sont exonérées également de l'obligation de réinvestir ces avantages fiscaux les sociétés créées dans le cadre de partenariat entre sociétés publiques ou privées avec celles étrangères. En outre, les personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires de moins de 5 millions Da/an seront éligibles à la loi sur l'auto-entrepreneur, tout en les soumettant à l'impôt forfaitaire unique (IFU) à hauteur de 5% sur le chiffre d'affaires quelle que soit la nature de leur activité, selon ce texte de loi.

L'objectif de cette mesure (article 49) est de promouvoir l'esprit entrepreneurial et de faciliter aux jeunes l'accès au marché du travail notamment via l'auto-emploi. De plus, il a été autorisé de procéder au dédouanement des chaînes et matériels de production de moins de cinq ans et des équipements et matériel agricoles de moins de sept ans, d'après les amendements votés par l'APN. Toujours dans le chapitre investissement, le texte prévoit également l'allègement des charges fiscales concernant la taxe sur les véhicules

de transport du personnel des entreprises et l'exonération de l'IBS des coopératives de la pêche et d'aquaculture et des fédérations agréées. Cette exonération comprend aussi les intérêts issus des dépôts dans les comptes d'investissement de type finance islamique à partir du 1er janvier 2023, et ce, pour une durée de cinq ans, selon les amendements validés par les députés.

Dans le cadre de l'inclusion fiscale, le texte introduit une adaptation des plafonds liés à l'exercice du droit de la retenue fiscale des honoraires, le paiement des impôts à travers les canaux bancaires via les moyens scripturaux, en arrêtant le plafond à hauteur d'un million Da, en vue de renforcer l'inclusion financière et économique et soutenir les efforts de l'administration des impôts dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

De telles procédures permettent également de réduire les risques pouvant résulter de l'utilisation de faux billets et d'absorber les billets usés. D'autre part, le texte de loi introduit une simplification de l'im-

portation des véhicules touristiques de moins de trois ans avec des avantages fiscaux suivant les types et motorisation du véhicule (essence, hybride et électriques) en supprimant la condition de limitation de cette importation une fois tous les trois ans.

Il sera donc autorisé de procéder au dédouanement des véhicules touristiques de moins de trois ans et importés par des particuliers résidents aux fins d'usage personnel, avec paiement de tous les droits et taxes prévus en vertu du droit public. Dans le domaine du commerce extérieur, il sera procédé à l'élargissement du domaine des exonérations fiscales aux opérations d'importation des véhicules hybrides et électriques, ainsi qu'à l'exonération de l'importation des marchandises, dans le cadre du troc frontalier, de la taxe supplémentaire provisoire préventive. Dans le domaine de l'habitat, il a été autorisé la prise en charge, par le Trésor public, à hauteur de 100%, et du taux d'intérêt bonifié dans le cadre de la réalisation d'une tranche supplémentaire des logements de

Les principales modifications introduites au PLF 2023

Le projet de loi de finances (PLF 2023), adopté mardi par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) prévoit une série de modifications outre l'inclusion de nouveaux articles concernant l'investissement et les facilitations fiscales adressées aux entreprises et citoyens.

Dans ce sillage, il a été procédé à l'adoption d'une nouvelle mouture de l'article 7 qui prévoit l'exonération de l'IBS des coopératives de la pêche et d'aquaculture et des fédérations agréées. Cette exonération comprend aussi les intérêts issus des dépôts dans les comptes d'investissement de type finance islamique à partir du 1er janvier 2023, et ce, pour une durée de cinq ans, selon les amendements validés par les députés.

En outre, les personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires de moins de 5 millions Da/an seront éligibles à la loi sur l'auto-entrepreneur, selon ce texte de loi. L'article 65 du projet de loi a été modifié en autorisant le dédouanement des chaînes et matériels de production de moins de cinq ans et des équipements et matériel agricoles de moins de sept ans. Lors de la plénière, un des députés a proposé l'inclusion des équipements

et matériels des travaux publics à cette mesure. La proposition a été rejetée en vue de focaliser sur l'appui du secteur agricole uniquement.

D'autres nouveaux articles ont été adoptés à l'image de l'article 44 bis modifiant l'article 74 des procédures fiscales stipulant la réduction du montant payé de 30 à 20 % des impôts, objet de litige au niveau de la recette des impôts compétente afin de faciliter et conférer davantage de souplesse à la résolution des conflits fiscaux et renforcer la recette, selon la commission des finances et du budget de l'APN. Les députés ont également voté pour l'amendement de l'article 20 stipulant l'exemption de certains véhicules de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en définissant le volume des cylindres des véhicules tout-terrain (4*4) de 1.800 cm3 (au lieu de 2.500 cm3).

Par ailleurs l'article 66 relatif au dédouanement des véhicules utilisés de moins de trois ans, a fait l'objet d'un débat tendu sur une proposition, formulée par un député, visant à permettre aux citoyens non résidents de faire entrer sur le territoire national des véhicules en vertu de cette nouvelle procédure. Après débat, le membre a retiré

son amendement. Aussi, les membres de l'APN ont voté sur une proposition portant augmentation du droit de circulation sur les alcools prévu dans l'article 02 du Code des impôts indirects.

Le député ont amendé, également, l'article 56 relatif à la récupération par les services compétents au ministère de la Défense nationale des véhicules légers tout-terrain, des motos et des moyens de production d'énergie, saisis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la contrebande, et définitivement acquis par le Trésor public, pour une concession sans indemnisation.

Il s'agit des véhicules et des moyens de production saisis à travers tout le territoire national et non pas dans les régions du Sud uniquement. Lors de cette séance, les députés ont voté, en outre, pour l'annulation de nombre d'articles dont l'article 62 exemptant des droits et taxes, les opérations d'importation des cartes bancaires intelligentes et de leurs composants.

La Commission a justifié cette décision par l'encouragement de l'industrie nationale des produits technologiques destinés au secteur des banques.

APS

Le PLF 2023 renforce les acquis sociaux (Kassali)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, mardi à Alger, que la nouvelle loi de finances 2023 venait renforcer les acquis sociaux réalisés et concrétiser la politique de l'Etat soutenant l'investissement. S'exprimant à la presse à l'issue de l'adoption du PLF 2023 à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Kassali a précisé que ce texte renforçait les acquis sociaux à la faveur de ses dispositions visant à améliorer le pouvoir d'achat du citoyen, maintenir la subvention des produits de larges consommation et augmenter les salaires. Relevant que le texte de loi ne prévoit aucunement de nouvelles taxes, le ministre a indiqué que les dispositions qu'il contient vont encourager l'investissement privé et favoriser le climat d'affaires. Ainsi, la nouvelle loi des finances 2023 vient parachever le processus de construction d'une économie solide devant faire face à tous les défis imposés par le nouvel ordre mondial, tout en poursuivant les réformes financières et économiques notamment en ce qui concerne la diversification des ressources de financement et la gouvernance de la finance publique. Au terme du vote du PLF 2023 en plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, M. Kassali a remercié les députés de l'APN pour leur contribution à l'enrichissement de ce texte visant à relancer la croissance économique avec l'encouragement de l'investissement privé et des activités productives et l'amélioration du mode de vie des citoyens. Le président de l'APN a affirmé, pour sa part, que les séances de débat ont démontré "l'esprit élevé de responsabilité" des membres de l'APN, d'où l'étoffement du projet. M. Boughali a estimé que les convergences et les divergences ayant marqué les séances de débat ont démontré "une force de proposition, un débat sérieux, un esprit démocratique et une liberté d'opinion qui s'accordent avec les grandes orientations prévues dans le programme proposé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et plébiscité par le peuple, visant à fédérer toutes les forces et à exploiter les richesses pour réaliser une renaissance et asséoir l'Etat de droit". Dans ce contexte, M. Boughali a salué la composante humaine de l'APN qui regroupe des compétences expérimentées dans diverses spécialités, habilitant ainsi l'Assemblée à relever le défi. M. Boughali a également incité les députés à s'acquitter de rôles supplémentaires dans la promotion du développement, en veillant essentiellement à convaincre les investisseurs, à mettre en avant les spécificités des régions et la possibilité de les exploiter ou en sollicitant la communauté nationale établie à l'étranger. Il a souligné, dans ce sens, que ces contributions exigent de jeter les ponts de dialogue et de communication, l'explication des lois, et la présentation de modèles en matière de travail et d'investissement. Le président de la commission des finances et du budget de l'APN, Lakhdar Salmi, a qualifié de "louables" les mesures prévues dans la loi de finances 2023, car renfermant un budget prometteur en termes de prise en charge du cadre social du citoyen dans le respect des exigences du développement. Ledit texte a été préparé conformément à une nouvelle vision consistant à définir le budget de l'Etat en fonction des programmes et objectifs, a-t-il indiqué, prévoyant un effet positif de la présente loi sur la relance de l'investissement et l'absorption du chômage, notamment à la faveur des projets d'infrastructures et structurants qui seront lancés. Face à la conjoncture mondiale actuelle et ses retombées économiques, les différents acteurs sont appelés à y faire face à travers la réforme de la finance publique et la gestion budgétaire, a-t-il conclu.

PÉTROLE

Le baril de Brent à 86,5 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient mercredi, avec un baril de Brent à 86,52 dollars, les-tés par les craintes quant à l'augmentation de cas positifs au Covid-19 en Chine et l'économie mondiale.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, reculait de 2,08% à la mi-journée. Son équivalent américain, le West Texas Intermediare (WTI) pour livraison le même mois, baissait de 1,93% à 79,40 dollars.

La situation économique et épidémique en Chine est en effet particulièrement

scrutée par le marché pétrolier, le pays étant le deuxième consommateur mondial de brut.

Et la Chine poursuit encore sa politique sanitaire zéro Covid, qui implique de stricts confinements, des quarantaines pour les personnes testées positives et des tests PCR quasi-quotidiens.



PÊCHE AU THON ROUGE DU NORD

Adoption d'une gestion pluriannuelle "inédite" des stocks

Les quotas de pêche au thon rouge du Nord ne seront plus révisés annuellement mais tous les trois ans, a annoncé mardi l'organe de négociations des pays concernés par la capture dans l'Atlantique de cette espèce très prisée, grâce à l'approbation d'un plan de gestion salué par le secteur et les ONG. "Cette mesure inédite, qui est le fruit d'une collaboration approfondie entre les scientifiques, les gestionnaires et les parties prenantes, devrait garantir une pêche durable et rentable à long terme du stock de l'Atlantique Ouest et du stock de l'Atlantique Est et de la Méditerranée", affirme dans un communiqué la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA, ICCAT en anglais). La CICTA, qui réunit une cinquantaine de pays, des représentants de l'industrie thonière, des ONG et des scientifiques, révisait auparavant chaque année les quotas de pêche pour ce poisson de grand prix. Le TAC (total admissible de capture,

NDLR) fixé pour 2023-2025 a été établi à 2.726 tonnes pour le stock de l'Atlantique Ouest et à 40.570 tonnes pour l'Atlantique Est, qui inclut la Méditerranée. En 2022, le quota avait été fixé à 36.000 tonnes au total pour les deux zones. "La CICTA délaisse les négociations annuelles sur les quotas, souvent politisées, qui ont contribué à des années de régression et de surpêche du thon rouge de l'Atlantique", s'est félicitée l'ONG Pew Charitable Trust dans un communiqué. Le thon rouge, dont raffolent les gourmets japonais, a été victime de surpêche pendant des décennies en Méditerranée et dans l'Atlantique. Il avait failli être ajouté à la liste rouge des espèces menacées de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) et son commerce international restreint. Depuis, des quotas drastiques et des mesures de protection ont été adoptés dans ces régions et en ont fait l'exemple d'une réussite de reconstitution des stocks.

Malgré des progrès significatifs au niveau mondial, (...) l'océan Pacifique reste la dernière région du globe à ne disposer d'aucune procédure de gestion pour les navires de pêche visant à gérer un stock à l'échelle internationale", a déploré Grantly Galland, chargé de mission au Pew Charitable Trust. Début décembre, la Commission des pêches du Pacifique centre-ouest (WCPFC) pourrait toutefois adopter un tel plan de gestion pour la première fois de son histoire, consacré au thon listao (bonite à ventre rayé, 35% des captures commerciales), selon cette ONG.

Par ailleurs, la CICTA a pris des mesures inédites de protection du requin-taupo bleu dans l'Atlantique Sud, fixant "à un maximum de 1.295 tonnes" la limite de mortalité causée par la pêche en 2023. Concernant l'Atlantique Nord, la Commission a décidé en novembre 2021 d'interdire pour deux ans la conservation, le transbordage ou le débarquement de cette espèce menacée.

SINGAPOUR

Le PIB devrait croître de 0,5 à 2,5% en 2023

Le ministère singapourien du Commerce et de l'Industrie a annoncé mercredi matin que, sauf matérialisation de risques baissiers, l'économie de Singapour devrait connaître une croissance comprise entre 0,5% et 2,5% en 2023.

Par ailleurs, les taux de croissance du PIB dans la plupart des grandes économies devraient continuer à se modérer l'année prochaine par rapport aux niveaux de 2022, avec de forts ralentissements pré-

vus aux Etats-Unis et dans la zone euro, a-t-il poursuivi.

Dans le même temps, les perturbations de l'approvisionnement mondial devraient se poursuivre en 2023, même si l'ampleur et la fréquence des perturbations devraient s'atténuer, a indiqué le ministère, ajoutant que l'économie mondiale continuera de connaître des incertitudes importantes et des risques à la baisse l'année prochaine.

La croissance des sec-

teurs tournés vers l'extérieur de Singapour devrait s'affaiblir l'année prochaine, parallèlement à la détérioration des conditions de la demande extérieure, mais les perspectives de croissance de plusieurs secteurs, notamment ceux liés à l'aviation et au tourisme, restent positives.

En outre, le ministère a revu à la baisse les taux de croissance du PIB pour le troisième trimestre de 2022, à 4,1% en glissement annuel et à 1,1% en glissement tri-

mestriel. Pour l'ensemble de l'année 2022, le ministère a ramené les prévisions de croissance du PIB de Singapour, qui étaient comprises entre 3% et 4%, à environ 3,5%, en tenant compte de la croissance du PIB de 4,2% en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres, ainsi que des dernières évolutions de la situation extérieure et intérieure. En 2021, l'économie de Singapour a connu une croissance de 7,6%.

FMI- SOUDAN DU SUD

Accord au niveau des services pour un fonds d'urgence de 112,7 millions de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) a conclu avec le Soudan un accord au niveau des services sur le déblocage d'un fonds d'urgence d'environ 112,7 millions de dollars américains, a fait savoir mardi l'institution financière internationale.

Le FMI a indiqué que ce financement d'urgence dans le cadre du nouveau guichet "chocs alimentaires" aiderait le Soudan du Sud à faire face à l'insécurité alimentaire, à soutenir les dépenses d'aide sociale, et à consolider ses réserves internationales.

La combinaison de prolongation de conflits localisés, de quatre années consécutives d'inondations graves, et de hausse des prix des produits de base a fait passer le nombre de personnes souffrant d'une insécurité alimentaire grave à 8,3 millions en 2022, soit plus des deux tiers de la population, a indiqué le FMI dans un communiqué.

La mission du FMI qui s'est rendue en visite au

Soudan du Sud du 7 au 17 novembre a indiqué que des réformes importantes avaient été introduites depuis le début du programme de référence du FMI en mars 2021, telles que l'unification des taux de change officiels et parallèles.

Le FMI s'est dit encouragé par les mesures prises par le ministère des Finances et de la Planification et par la Banque du Soudan du Sud depuis août pour restaurer la discipline budgétaire et maîtriser l'essor de la masse monétaire, ce qui a permis de stabiliser le taux de change ces derniers mois. "Pour l'avenir, il sera critique pour les autorités de poursuivre des politiques budgétaires et monétaires prudentes et de consolider et développer les premières mesures prises dans le cadre du programme de référence pour améliorer la gestion des finances publiques", a déclaré le FMI.

APS

ETATS-UNIS

HP licencie à son tour des milliers d'employés

Le fabricant américain d'ordinateurs personnels et d'imprimantes HP a annoncé mardi qu'il allait congédier entre 4.000 et 6.000 employés d'ici 2025. L'entreprise compte actuellement environ 61.000 salariés, soit quelque 10.000 de plus qu'il y a un an. Avec les licenciements, HP espère économiser 1,4 milliard de dollars par an, ces trois prochaines années. Récemment, ses voisins de la Silicon Valley Meta (Facebook, Instagram), Twitter, Lyft (plateforme de réservation de voitures avec chauffeurs), Salesforce et Stripe (services financiers en ligne), entre autres, ont annoncé des réductions d'effectifs conséquentes. Alors que la pandémie avait largement bénéficié au secteur de la tech, la crise économique a rattrapé ses sociétés, dont certaines avaient beaucoup embauché, pariant sur de fortes croissances sur la durée. Sur son année fiscale 2022, close fin octobre, HP a réalisé un chiffre d'affaires de 63 milliards de dollars, en baisse de 0,8% sur un an, dont elle a dégagé un bénéfice net de 3,5 milliards de dollars, divisé par deux sur un an. Ses prévisions pour le trimestre en cours ont aussi déçu. A Wall Street, son titre perdait environ 1% lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse.

ROYAUME UNI

La pire récession des pays riches, selon l'OCDE

Le Royaume-Uni devrait connaître la pire performance économique des pays riches du G7 lors des deux prochaines années, et notamment la plus dure récession l'an prochain, pâtissant d'une inflation galopante exacerbée par les pénuries de travailleurs, d'après l'OCDE. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'attend à une contraction de 0,4% du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain après une croissance de 4,4% cette année, dans ses dernières prévisions publiées mardi. Pour 2024, l'OCDE, qui regroupe les pays les plus industrialisés du monde, anticipe une croissance de 0,2% au Royaume-Uni. L'organisation est toutefois plus optimiste que l'OBR, l'organisme britannique de prévisions budgétaires, qui table sur -1,4% l'an prochain.

La Banque d'Angleterre est encore plus pessimiste et s'attend à une contraction de 1,5% l'an prochain, suivie d'une autre de 1% en 2024. L'inflation dépasse actuellement 11% au Royaume-Uni et devrait reculer graduellement pour retomber à 2,7% fin 2024, projette l'OCDE. L'organisation critique par ailleurs le fait que les aides aux factures d'énergie accordées par Londres aux britanniques ne soient pas suffisamment ciblées vers les plus nécessiteux. La dépense massive engendrée va "nourrir l'inflation", ce qui "nécessitera un resserrement plus important de la politique monétaire" et risque donc de peser encore plus sur l'activité, argumente l'OCDE. L'organisation estime ainsi que la Banque d'Angleterre, qui relève régulièrement depuis plusieurs mois son taux directeur pour contrer les hausses de prix, devrait le relever jusqu'à 4,5% d'ici au deuxième trimestre 2023. Au sein du G7, l'Allemagne devrait enregistrer une croissance de 1,8% cette année puis une contraction de 0,3% l'an prochain, presque aussi forte qu'outre-Manche, avant un rebond de 1,5% en 2024, selon l'OCDE. Les Etats-Unis devraient connaître par comparaison une croissance de 1,8% cette année puis 0,5% l'an prochain et 1,0% en 2024.

MOSTAGANEM Elaboration prochaine d'un guide national de l'éclairage public

Un guide national de l'éclairage public sera élaboré, prochainement, a annoncé, mardi à Mostaganem, le président du "Cluster industriel électricité", Jilani Koulibi Bachir.

A l'issue du premier colloque national sur l'efficacité énergétique dans l'éclairage public, organisé pendant deux jours à l'université Abdelhamid Ben Badis de Mostaganem, M. Jilani Koulibi a indiqué que l'utilisation intelligente et efficace des ressources énergétiques passe par la généralisation de l'éclairage public avec +LED+ et énergie solaire photovoltaïque, compte tenu des avantages offerts par cet équipement dans la réduction du coût actuel de la consommation de 80%, d'une part, et en assurant la sécurité et la santé des citoyens et en préservant l'environnement, d'autre part.

Le même intervenant a estimé qu'"atteindre cet objectif nécessite l'activation d'un dispositif juridique normatif et de référence sous la forme d'un guide national de l'éclairage public qui renforcera la compatibilité et la coopération entre tous les opérateurs et permettra l'uniformisation des normes nationales utilisées dans le domaine de l'éclairage".

Selon ce responsable, ce guide s'adressera aux maîtres d'ouvrage, bureaux d'études, entreprises de construction et des travaux publics, afin de maîtriser les coûts, l'adaptation aux caractéristiques climatiques, l'entretien périodique du réseau national d'éclairage public et le respect des obligations environnementales de notre pays.

Il a souligné que le projet de ce guide s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés par le Ministère de l'Industrie visant à porter l'intégration industrielle à 80% dans la filière électricité, à maîtriser le coût des produits nationaux, à les rendre aptes à la concurrence internationale et à passer à la nouvelle génération de technologies d'efficacité énergétique pour réduire la consommation d'environ 60%.

Quelque 300 participants ont travaillé lors de ce colloque pour enrichir ce guide à travers dix ateliers qui comprenaient "le cadre légal de l'éclairage public", "les énergies renouvelables dans les communes", et "l'éclairage public dans la ville intelligente", "l'éclairage domestique et éclairage institutionnel" et "l'exploitation et la maintenance de l'éclairage public".

L'aspect technique lié à l'équipement de l'éclairage public, son installation, son suivi, son adéquation en matière de qualité, la formation, l'accréditation, la santé et la sécurité environnementale, ainsi que les missions des bureaux d'études dans ce domaine, ont été abordés, a ajouté le même intervenant.

Cette rencontre a été organisée en coordination entre le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des exportations, celui de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique, de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, de l'Environnement, des Energies renouvelables, et le Cluster industriel électricité qui regroupe 158 opérateurs économiques, rappelle-t-on.

SÉTIF Arrestation de deux individus mélangeant l'huile de table avec l'huile de lin

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de Sétif, ont arrêté deux individus impliqués dans une affaire de mélange d'huile de table avec l'huile de lin, destinée à la protection du bois, ont indiqué, mardi, les services de ce corps sécuritaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action visant à faire face aux différents phénomènes, notamment ceux liés à la spéculation des denrées alimentaires pour provoquer la pénurie, ainsi qu'à toutes les matières nocives pour la santé du citoyen, les éléments du groupement territorial de la GN de Sétif, ont réussi à arrêter deux (2) personnes, âgées de 48 et 45 ans, qui mélangeaient d'huile de table avec d'huile de lin, destinée à protéger le bois, a indiqué un communiqué émanant de ce corps de sécurité.

Une quantité de 38 litres d'huile de table et 151 litres d'huile mélangée a été saisie, précise la source.

L'objectif de ce type de fraude est de revendre l'huile après leur conditionnement en bouteilles de capacités de 1 et 5 litres, d'une marque connue sur le marché national.

Après le parachèvement des procédures judiciaires, un dossier pénal a été établi à l'encontre des personnes impliquées dans cette affaire qui ont été présentées devant les autorités judiciaires compétentes, a-t-on précisé de même source.

SÉCURITÉ ET URGENCE Ouverture à Alger du 4^{ème} Salon "Secura North Africa 2022"

Le 4^{ème} Salon international du feu, de la sécurité, de la sûreté et de l'urgence "Secura North Africa 2022", a ouvert ses portes, mardi à Alger, pour un public spécialisé, avec la participation de 104 exposants.

"Il s'agit d'un salon transversal où toutes les solutions de sécurité, de lutte contre les incendies et d'urgence sont proposées pour le secteur industriel et les corps constitués.

Les plus récentes technologies dans ce domaine sont proposées, à l'instar, entre autres, des caméras thermiques, du matériel et équipements blindés", a indiqué M. Olivier-Hicham Allard, Directeur général de la société EasyFairs, organisatrice de l'événement.

Il a mis l'accent à cette occasion sur la nécessité pour les entreprises de se mettre à niveau par rapport aux exigences légales de sécurité en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement (HSE), d'autant que "l'Algérie est en train de s'y conformer à grands pas, tant sur le plan industriel, en plus du fait que les standards de sécurité sont exigés



22 - 24 Novembre 2022 | Parc des Expositions d'Alger - Safex | Pavillon Union



tant par les employés que les administrations". Parmi les participants, figurent le ministère de la Défense nationale (MDN), la Gendarmerie nationale, la

Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), et la Protection civile, ainsi que des partenaires institutionnels et associations nationales, et d'autres relevant du secteur privé, a précisé M. Allard.

A noter que la 4^{ème} édition du "Secura North Africa" se distingue par sa "Startup avenue", un espace de stands mis à la disposition des étudiants, jeunes chercheurs et doctorants pour présenter leurs produits et entrer en contact avec les exposants.

En outre, nombre de conférences thématiques spécialisées sont programmées durant cette manifestation qui sera clôturée jeudi prochain.

HABITAT Distribution de logements de différentes formules à Sidi Bel-Abbes et Saïda

De centaines de logements toutes formules confondues ont été distribués, mardi, dans plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, dans le cadre des festivités du 68^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale.

Dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, pas moins de 1.394 logements de différentes formules ont été distribués ainsi que des lotissements pour l'habitat rural.

Le directeur du logement, El Hachemi Rachedi a indiqué que ce quota de logements, réparti à travers 12 daïras, englobe 506 logements publics locatifs, 60 unités de type promotionnel aidé, 582 aides à l'habitat rural et

246 unités dans le cadre des lotissements sociaux (programme des hauts plateaux). Le même responsable a souligné que le bilan de distribution des logements de différentes formules à travers la wilaya de Sidi Bel-Abbes a atteint 3.216 unités et ce, depuis le début de l'année en cours, en attendant le parachèvement de l'opération, assurant qu'il est programmé l'attribution de 4.265 logements.

Dans la wilaya de Saïda, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a procédé à la remise des clés de 40 logements publics locatifs (LPL) à leurs bénéficiaires, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. La liste des bénéficiaires de ces logements de

type F3 a été affichée au début du mois d'octobre dernier par les services de la daïra de Youb.

Les services de l'OPGI ont procédé aussi à l'opération de tirage au sort afin de désigner les sites des bénéficiaires de ces logements.

La direction du logement recense un programme d'habitat global de type public locatif dans la daïra de Youb, estimé à 895 unités dont 805 ont été réalisées tandis que le reste est en cours de réalisation. La wilaya de Saïda a bénéficié d'un programme de logements de même formule, estimé à 15.936 unités dont 12.444 ont été réceptionnées.

Le reste est en cours de réalisation.

TIZI-OUZOU Formation sur le développement d'outils pédagogiques adaptés aux étudiants aux besoins spécifiques

Une formation de formateurs au développement et à l'utilisation de matériels et contenus pédagogiques adaptés aux étudiants aux besoins spécifiques a été lancée mardi à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) au profit d'une cinquantaine d'enseignants et Agents techniques de services (ATS) des différentes facultés.

Abréviée par la faculté de médecine, cette formation qui s'étalera jusqu'au 1^{er} décembre prochain, entre dans le cadre du programme de la Commission européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport dénommé "Erasmus", et vise à accompagner les étudiants aux besoins spécifiques durant leur cursus universitaire et même au-delà (les recommander pour des postes de travail), a-t-on appris des organisateurs.

Selon le professeur Dahmani Bouarab Farida, du département informatique de la faculté de génie électrique et informatique (UMMTO), cette formation,

assurée par des formateurs déjà formés dans le cadre du programme Erasmus+, vise à améliorer l'inclusion des étudiants en situation de handicap dans l'éducation à distance (projet InSide) auquel participent, en plus de l'UMMTO, trois autres universités algériennes: l'université Blida 2, "Abou Bakr Belkaid" de Tlemcen et l'université des sciences et technologies d'Oran.

Tout au long de cette formation, les concernés apprendront sur le développement de supports numériques appropriés et de matériels pédagogiques accessibles et efficaces au profit des étudiants en situation de handicap et dont la conception sera basée sur les besoins des ces étudiants, a expliqué le même universitaire. Le projet InSide prévoit également l'adaptation et la fourniture d'une plateforme numérique en Open source répondant au mieux aux besoins de la catégorie d'étudiants ciblée par cette démarche, ainsi qu'à mettre en place et à renforcer le

fonctionnement des "unités d'accessibilité" universitaires, afin de fournir des services de soutien à ces universitaires aux besoins spécifiques.

A propos de ces "unités d'accessibilité", Pr Dahmani Bouarab a indiqué qu'un centre d'accompagnement des étudiants concernés par cette initiative est en voie de mise en place à l'UMMTO.

Un local a été choisi au rez-de-chaussée de la bibliothèque centrale du campus Hasnaoua II (Bastos) et est en cours d'aménagement, a-t-elle fait savoir. Le projet InSide va se terminer par la mise en place de ce centre qui sera opérationnel et doté d'outils pédagogiques et autre moyens (humains et matériels) d'accompagnement destinés à cette catégorie d'étudiants. Concernant les étudiants en situation de handicap, cette universitaire a indiqué à l'APS qu'un travail de recensement de ces derniers ainsi que de leurs besoins et de leur aptitudes (manipulation de l'outil informatique, notamment) a

été effectué par l'UMMTO, entre mai et juin derniers.

Une vingtaine de cas, notamment des non-voyants, des malvoyants, des étudiants à mobilité réduite ou souffrant de deux handicaps à la fois ont été ainsi recensés, en vue de leur prise en charge par le Centre qui travaillera aussi avec des partenaires extra-universitaires (mouvement associatif), la finalité étant de "casser l'isolement que vivent ces étudiants", a-t-elle précisé.

Lors de la première journée de cette formation, les participants ont évoqué des difficultés soulevées par des étudiants en situation de handicap, dont le refus d'enregistrer le cours opposé par certains enseignants, alors que d'autres n'ont pas fait d'examen adaptés, n'ayant pas tenu compte des besoins spécifiques de ces étudiants.

La contrainte des "Droits d'auteur" pour la vocalisation de documents au profit de cette frange d'universitaires a été également soulignée.

NIGERIA

Au moins 37 morts dans une collision entre plusieurs bus

Au moins 37 personnes ont été tuées mardi dans un accident de la route impliquant plusieurs bus, entrés en collision dans le nord-est du Nigeria, ont annoncé les autorités.

L'accident s'est produit près de la ville de Maiduguri, lorsque deux bus commerciaux sont entrés en collision frontale et se sont enflammés.

Un troisième bus les a alors percutés, a précisé Utten Boyi, responsable de l'agence de sécurité routière pour l'Etat du Borno, cité dans un communiqué. "La mort de 37 personnes a été confirmée, la plupart d'entre elles ont été brûlées au point d'être méconnaissables", a déclaré M. Boyi. L'éclatement d'un pneu du premier bus, couplé à une "vitesse excessive" selon



de la route sont fréquents au Nigeria, où l'état des routes

s'est détérioré ces dernières semaines à la suite de fortes pluies et inondations, les pires depuis dix ans dans le pays. Plus tôt mardi, 17 personnes ont été tuées et quatre blessées lorsque leur bus a percuté un camion près d'Abuja, la capitale du Nigeria, ont rapporté les médias locaux.

Samedi, neuf personnes s'étaient noyées lorsque leur véhicule surchargé a plongé dans un barrage après l'éclatement d'un pneu près de Kano, dans le nord du pays, selon les responsables locaux.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

16 morts dans des éboulements après de fortes pluies

Seize personnes sont mortes dans des éboulements après une pluie diluvienne dans une cité de l'est de la République démocratique du Congo, selon les autorités locales, citées par des médias.

Le drame, dont "le bilan est de 16 morts et des maisons détruites", s'est produit dans la nuit de lundi à mardi à Kamituga, a expliqué aux médias, Alexandre Ngandu, maire intérimaire de cette cité de la province du Sud-Kivu. "Les victimes sont des hommes, des femmes et des enfants", a-t-il ajouté. Selon

Tristan Mukamba Mwanga, président de la "nouvelle société civile" de Kamituga, la plupart des maisons écroulées ou englouties étaient en planches et bâties sur des sites non autorisés à accueillir des habitations.

"Des maisons construites sur une pente ont été emportées par les eaux de pluie", a-t-il ajouté, précisant que "quatre quartiers avaient été touchés par ces éboulements".

Selon des témoignages d'habitants, les corps des victimes ont été amenés devant la mairie qui, selon le maire intérimaire, cher-

chait des cerceils pour qu'ils soient enterrés dès mardi.

Cité minière, Kamituga est située à environ 180 km à l'ouest de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, où les accidents et éboulements meurtriers sont souvent rapportés après des pluies diluviennes.

Dans la province voisine du Nord-Kivu, dans le territoire de Masisi, au moins 20 personnes étaient mortes en fin de semaine dernières dans des éboulements et des inondations provoqués par de fortes pluies.

ETATS UNIS

Plusieurs morts suite à une fusillade dans un supermarché

Un homme armé a tué plusieurs personnes dans un supermarché Walmart mardi soir dans une ville de l'Etat américain de Virginie, ont déclaré les autorités locales, précisant que le tireur était également mort.

"Nous avons retrouvé plusieurs victimes et plusieurs blessés", a déclaré à la presse Leo Kosinski, officier de police

de la localité de Chesapeake, précisant que les équipes d'intervention étaient entrées dans le magasin "immédiatement" à leur arrivée, après un appel d'urgence à 22h00 (03h00 GMT mercredi).

"Nous pensons qu'il s'agit d'un seul tireur et que celui-ci est décédé à présent", a-t-il ajouté. Le nombre de victime n'a pas été officiellement

annoncé mais selon le policier, la fusillade n'aurait pas fait plus de 10 morts. C'est également ce bilan qu'a rapporté la station de télévision WUSA, affiliée à la chaîne CBS. La municipalité de la ville, située à 240 kilomètres au sud-est de Washington, a confirmé sur Twitter "un incident dû à un tireur avec des décès au Walmart sur Sam's Circle". "Nos premières équipes

d'intervention sont bien préparées et prêtes à répondre. S'il vous plaît, laissez-leur la place pour le faire", a-t-elle ajouté. De nombreux policiers étaient présents sur les lieux de la fusillade, selon les images diffusées par les médias d'information.

Les enquêteurs passent le supermarché au peigne fin et sécurisent le secteur, a expliqué M. Kosinski.

ACCIDENTS D'AVIATION

La Tanzanie déplore des dysfonctionnements de ses secours après un crash

Les autorités tanzaniennes ont reconnu mardi des dysfonctionnements dans leur dispositif de secours, affirmant que davantage de passagers de l'avion abîmé début novembre dans le lac Victoria auraient été sauvés si les secouristes avaient été mieux équipés. "S'il y avait eu des opérations de sauvetage immédiates, il est fort probable que davantage de personnes auraient survécu", a conclu le ministère des Transports dans son rapport préliminaire sur le drame.

Dix-neuf personnes avaient été tuées le 6 novembre lorsque l'avion de la compagnie Precision Air, avec 43 personnes à bord, avait plongé dans les eaux du plus grand lac d'Afrique, déclenchant des opérations de

sauvetage de secouristes, pêcheurs et habitants pour tenter de récupérer des survivants. Une caserne de pompiers se trouvait non loin, à Bukova, mais les dix pompiers présents n'étaient pas équipés pour les opérations offshore, ont indiqué les enquêteurs. Et la seule unité d'intervention aquatique de la police, avertie 15 minutes après l'accident, a mis cinq heures à se rendre sur place, car elle patrouillait ailleurs.

Et u ne fois sur place, "les plongeurs n'ont pas pu travailler en raison d'un manque d'oxygène dans leurs bouteilles" de plongée et d'un manque de carburant, selon le rapport. Les survivants ont dû leur survie à l'intervention d'un membre d'équipage, qui a

déverrouillé une porte de l'arrière de l'avion, avec l'aide d'un passager "musclé", qui a aidé les survivants à monter dans des canoës et des bateaux de pêche, les premiers à arriver sur place pour aider, selon le rapport. La semaine dernière, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a ordonné le renforcement du dispositif d'urgence du pays après cet accident.

Propriété de la compagnie nationale kényane Kenya Airways, Precision Air a été fondée en 1993 et exploite des vols intérieurs et régionaux ainsi que des charters privés vers des destinations touristiques comme le parc national du Serengeti et l'archipel de Zanzibar.

GRÈCE

Un bateau transportant 430 migrants accoste dans un port de Crète après une opération de sauvetage

Un bateau de pêche qui transporterait au moins 430 migrants a été remorqué sain et sauf jusqu'à l'île grecque de Crète mardi, après une opération de sauvetage dramatique face à des vents violents, a rapporté l'agence de presse nationale AMNA.

Les autorités locales, des organisations non gouverne-

mentales (ONG) et des volontaires ont été mobilisés pour apporter de l'aide aux gens à bord du bateau, dont un grand nombre d'enfants, selon AMNA.

Leurs nationalités n'ont pas été révélées, et aucun demandeur d'asile n'a été porté disparu. Selon les informations antérieures diffusées par AMNA, il y avait jusqu'à 500 per-

sonnes à bord. Une opération de grande échelle a été menée pour leur secourir alors que leur bateau était à la dérive face à des vents d'une force de 7 et plus sur l'échelle de Beaufort.

"Je demanderai à la Commission européenne d'activer des redéploiements vers d'autres Etats membres (de l'Union européenne) dans le

cadre de la solidarité européenne", a déclaré dans un message sur Twitter le ministre grec des Migrations et de l'Asile, Notis Mitarachi. La Grèce est au cœur de la crise des réfugiés en Europe depuis 2015, et ce pays a demandé de manière répétée davantage de solidarité entre les pays membres de l'UE pour faire face à ce défi.

TURQUIE

Le bilan du séisme s'élève à 50 blessés

Un tremblement de terre de magnitude 6,1 a frappé le Nord-Ouest de la Turquie mercredi, faisant une cinquantaine de blessés et des dégâts limités, selon les services de secours turcs.

La secousse, survenue peu après 04H00 locales (01H00 GMT), a été fortement ressentie à Istanbul, la plus grande ville du pays.

L'épicentre est situé à environ 170 km à l'est de la ville, à une dizaine de kilomètres de profondeur, selon l'Institut américain des études géologiques (USGS).

La magnitude a été évaluée à 6,1 par l'USGS et 5,9 par les autorités turques.

Un précédent bilan a fait état de 35 blessés. Selon l'AFAD, l'agence gouvernementale de gestion des catastrophes, plus d'une centaine de répliques ont été enregistrées, la plus forte d'une magnitude de 4,3.

Le ministère de l'Intérieur et l'AFAD ont dénombré 50 blessés et de légers dommages causés à des bâtiments. "Nous avons été réveillés par un grand bruit et une secousse.

Nous sommes sortis dehors en panique", a raconté Fatma Colak, une villageoise de la province de Düzce. La crainte de nouvelles secousses a poussé de nombreux habitants de Düzce à poursuivre leur nuit en plein air, allumant parfois des feux pour se réchauffer.

La Turquie est située dans l'une des zones sismiques les plus actives du monde.

SUÈDE

1,9 C de plus en moyenne par rapport aux années 1800 (rapport)

La température moyenne de la Suède a augmenté de près de deux degrés Celsius depuis la fin du XIXe siècle et la couverture neigeuse dure deux semaines de moins alors que les précipitations ont augmenté, selon un nouveau rapport sur le changement climatique dans ce pays nordique.

Selon le rapport de l'Institut météorologique et hydrologique suédois (SMHI), la température moyenne dans le pays était plus élevée de 1,9 degré Celsius entre 1991 et 2020 par rapport à la période comprise entre 1861 et 1890.

Le SMHI a noté que le changement observé était environ deux fois plus important que le changement des températures moyennes mondiales pour la même période.

L'Agence météorologique a déclaré qu'elle n'avait jamais réalisé auparavant une analyse aussi poussée, prenant en compte autant d'indicateurs différents du changement climatique.

Les résultats "montrent clairement que le climat de la Suède a changé", note Semjon Schimanke, climatologue et chef de projet au SMHI, dans un communiqué.

"Le climat plus chaud avec plus de précipitations en Suède suit de près le réchauffement global observé qui résulte de l'influence humaine sur le climat", ajoute Erik Kjellstrom, professeur de climatologie au SMHI.

Toutes les séries d'observations ne couvraient pas la même période, a précisé l'agence météorologique, qui a noté que les précipitations avaient augmenté depuis 1930, passant d'environ 600 millimètres à près de 700 millimètres à partir de l'an 2000.

En revanche, la couverture neigeuse en hiver dans le pays a diminué de 16 jours en moyenne entre 1991 et 2020 par rapport à la période 1961-1990. Le SMHI souligne que ces observations sont des moyennes annuelles, et que le tableau devient plus complexe lorsqu'on étudie des régions ou saisons spécifiques.

"Par exemple, l'augmentation des précipitations est principalement liée à une augmentation des précipitations en automne et en hiver, alors qu'il n'y a pas de tendances évidentes au printemps et en été", a déclaré SMHI, ajoutant que "les changements dans les extrêmes sont généralement plus difficiles à identifier".

Le sommet des Nations unies sur le climat (COP27) s'est achevé en Egypte ce week-end.

S'il a débouché sur un accord historique concernant le financement des mesures destinées à aider les pays vulnérables à faire face aux effets du dérèglement climatique, il a également été critiqué pour son manque d'ambition en matière de réduction des émissions.

MASCARA Une caravane médicale chirurgicale au profit d'enfants atteints de paralysie cérébrale (association)

Une caravane médicale chirurgicale organisée au profit d'enfants atteints de paralysie est arrivée à l'établissement public hospitalier de Ghriiss (wilaya de Mascara), a-t-on appris des organisateurs.

La caravane, initiée par l'association nationale "Amal El Hayat" pour la protection des enfants atteints de paralysie cérébrale, en coordination avec le ministère de la Santé, assurera des examens médicaux et effectuera des opérations chirurgicales pelviennes de la hanche et autres à des enfants atteints de paralysie cérébrale, a indiqué, à l'APS, le président de l'association, Sidi Ahmed Mokadem.

Trois jours durant, quelque 64 enfants atteints de paralysie cérébrale bénéficieront de soins, qui leur seront dispensés par des équipes médicales et paramédicales issus d'établissements sanitaires de plusieurs wilayas, a-t-on ajouté.

L'objectif de cette caravane est de réduire les déplacements parfois coûteux des familles des malades vers les établissements sanitaires spécialisés.

La caravane médicale sillonnera, à partir du mois de décembre prochain, les wilayas de S aïda, Tiaret, Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arréridj. Elle vise la prise en charge de plus de 200 enfants atteints de la paralysie cérébrale, selon la même source.

CONSTANTINE Journées ouvertes sur la promotion sanitaire en zones d'ombre

Des journées ouvertes sur la promotion sanitaire dans les zones d'ombre ont débuté mardi dans la wilaya de Constantine.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la santé, Abdelhamid Bouchelouche, a précisé que ces journées concernent les citoyens des zones d'ombre au profit desquels sont prévues des consultations médicales par des médecins généralistes et autres spécialistes, notant que l'opération qui se poursuivra jusqu'au 4 décembre prochain sous le slogan "Votre service est notre devoir, votre santé est notre responsabilité", cible 60 régions rurales réparties sur le territoire de la wilaya.

Lors de sa première journée, la délégation médicale a visité la zone d'ombre Mesida, dans la commune de Messaoud Boudjeriou, où une vingtaine de consultations médicales ont été effectuées.

L'opération, a poursuivi M. Bouchelouche, touchera également d'autres zones d'ombre à travers cette wilaya, à l'instar de Beleghrari et Chaâbat Saïd, dans la commune d'Aïn Smara, les mechtas Saïfi et Sefardjela, dans la commune de Zighoud Youcef, ainsi que Djerada et Ouled Boukhelha relevant de la commune de Messaoud Boudjeriou.

Ces examens médicaux seront réalisés par des médecins généralistes et autres spécialistes en pédiatrie et en chirurgie dentaire, la médecine interne, la gynécologie obstétrique et psychiatrie, en plus d'agents paramédicaux et de psychologues relevant de divers établissements de santé de proximité de la wilaya, a révélé le DSP, qui a indiqué que les moyens nécessaires ont été mobilisés afin d'assurer la réussite de cette initiative.

Le responsable local du secteur a ajouté que le programme de ces journées médicales porte également sur l'organisation d'opérations de vaccination d'enfants, de personnes âgées et de malades chroniques contre la grippe saisonnière.

Une première étape de ces journées ouvertes pour la promotion de la santé dans la wilaya de Constantine avait ciblé, en mars dernier, 59 zones d'ombre où 1.600 personnes avaient bénéficié de consultations médicales générales et spécialisées.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 6 nouveaux cas et aucun décès

Six (06) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 3 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 271041 cas, celui des décès reste inchangé (6881), alors que le nombre total des patients guéris passe à 182536 cas.

Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

ANTIBIOTIQUES

Des spécialistes mettent en garde contre la consommation excessive d'antibiotiques

Des spécialistes en infectiologie et microbiologie ont mis en garde, mardi à Alger, contre la consommation excessive d'antibiotiques.

Lors d'une rencontre organisée dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens et la semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens, Pr Nassima Achour, cheffe du service des maladies infectieuses à l'EHS El Hadi Flici (El-Kettar) a mis en garde contre la consommation abusive des antibiotiques ce qui induit une forte résistance aux virus et aux bactéries.

"L'Algérie est parmi les six (6) premiers pays consommateurs d'antibiotiques", soulignant qu'à force de prendre des antibiotiques, les bactéries développent leurs mécanismes pour lutter contre ces médicaments. Elle a



appelé dans ce sens au lancement de campagnes de sensibilisation à la consommation d'antibiotiques à l'adresse de la société et des professionnels (praticiens et pharmaciens).

Intervenant à l'occasion, Pr Hanifa Ziâne, cheffe de service

microbiologie au sein du même établissement spécialisé, a fait constaté "les mutations qu'ont connues les virus ces dernières années d'où l'inefficacité des antibiotiques prescrits".

La spécialiste a rappelé également les mesures prises par le

ministère de la Santé pour faire face à ce phénomène, dont l'élargissement du nombre de laboratoires microbiologiques relevant au laboratoire de l'Institut Pasteur, l'adhésion à l'Alliance mondiale (OMS, FAO, PAM), la mise en place d'une commission intersectorielle pour la lutte contre les antimicrobiens outre l'actualisation du programme élargi des vaccins d'enfants tout en l'adaptant aux développements survenus dans le monde.

Pr Ziâne a mis l'accent sur la nécessité d'accroître le nombre de campagnes de sensibilisation de manière à mettre fin à la prescription anarchique des antibiotiques et briser la chaîne de transmission des virus, appuyer l'éducation sanitaire dans les écoles et maintenir la propreté des mains étant le premier facteur de transmission.

SIDI BEL ABBÈS

Nécessité de généraliser les protocoles modernes d'hygiène hospitalière (rencontre)

La généralisation des protocoles modernes d'hygiène pour réduire la transmission des infections nosocomiales est une nécessité, ont affirmé les participants à une journée d'étude sur "l'importance de l'hygiène en milieu hospitalier" organisée mardi à Sidi Bel-Abbès. Les participants à cette rencontre dont des médecins, des paramédicaux et des cadres de la Direction de la santé ont mis l'accent sur l'impérative généralisation des protocoles d'hygiène modernes à tous les services médicaux des établissements de santé afin de lutter contre les microbes et de réduire la transmission des infections nosocomiales en milieu hospitalier.

Dr. Baghdadli, du service de médecine du travail du CHU Abdelkader Hassani de Sidi Bel-Abbès, a indiqué que "la durée d'hospitalisation du patient pour recevoir les soins l'expose à des contaminations par la transmission de microbes ce qui nécessite d'activer un protocole d'hygiène en utilisant des matériels nécessaires pour la protection du

malade et du personnel". Il a estimé nécessaire d'assurer une gestion optimale des déchets hospitaliers par le tri, la collecte et l'élimination dans des endroits réservés à cet effet. Comme il a également mis l'accent sur l'importance d'une formation continue des personnels des établissements sanitaires sur l'hygiène en milieu hospitalier pour s'adapter aux nouveautés dans ce domaine. Pour sa part, la chargée d'information et de communication de cette rencontre, Lamia Saâdi, a souligné que l'objectif de la tenue de cette journée d'étude "est de sensibiliser les personnels du secteur de la santé sur l'importance du respect de l'environnement sanitaire à travers le respect de différents protocoles et orientations".

La rencontre vise également, a ajouté Mme Saâda, à mettre en évidence la lutte contre les microbes et les maladies nosocomiales en milieu hospitalier pour garantir un environnement sain respectant les conditions d'hygiène et améliorer les conditions

d'accueil pour une prise en charge optimale des patients. L'intervenante a indiqué que le ministère de tutelle a insisté sur la nécessité d'accorder à l'hygiène du milieu et à la sécurité environnementale au niveau des structures et établissements sanitaires publics et privés "une grande importance" pour la sécurité de tous et la protection contre les maladies nosocomiales. Au cours de cette journée d'étude, les participants ont abordé plusieurs sujets, dont "la gestion et l'élimination des déchets hospitaliers", "les orientations nécessaires au maintien de la propreté des établissements de santé" et "les équipements médicaux, méthodes, techniques et protocoles modernes pour se débarrasser de tous les microbes". Cette rencontre, organisée au niveau de l'Institut national de formation paramédicale de Sidi Bel-Abbès, à l'initiative de la DSP et en coopération avec le CHU Abdelkader Hassani, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'hygiène hospitalière.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Des conventions pour introduire l'industrie pharmaceutique dans les programmes de la formation professionnelle

Des conventions de partenariat ont été signées mardi à Alger entre la Direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels d'Alger, l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), le groupe Saïdal et le groupe Biopharm, en vue de développer la branche de l'industrie pharmaceutique au sein des programmes pédagogiques de la formation professionnelle. La cérémonie de signature a été supervisée conjointement par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, et le Chef de Cabinet au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Slimane Djoudi, représentant du ministre du secteur, Yacine Merabi. Le partenariat vise à

enrichir la nomenclature nationale des spécialités de la formation professionnelle afin d'arrêter les nouveaux métiers liés à cette branche, ainsi que l'actualisation et l'adaptation des contenus des programmes pédagogiques en vue de cadrer avec les exigences des métiers en développement permanent.

La convention prévoit des sessions de formation pour les métiers liés à l'industrie pharmaceutique, la formation des formateurs dans le secteur de la formation, d'une part, tout en assurant, d'autre part, aux opérateurs économiques dans l'industrie pharmaceutique une main-d'œuvre qualifiée.

En marge de la cérémonie de signature, M. Aoun a relevé l'im-

portance de ces conventions, jugeant nécessaire d'assurer une formation dans les spécialités et petits métiers liés à l'industrie pharmaceutique pour hisser la performance. De son côté, M. Djoudi a mis l'accent sur la nécessité de développer la branche de l'industrie pharmaceutique dans les programmes pédagogiques de la formation professionnelle, car considérée comme "un des principaux facteurs favorisant la création d'emplois". Relevant l'importante coordination entre le secteur de la formation professionnelle et les différents opérateurs économiques spécialisés dans l'industrie pharmaceutique en vue de satisfaire les besoins du marché du travail, M. Djoudi a rappelé la

mise en place pour la première fois, dans la formation professionnelle, session octobre 2022, de "deux groupes en TS en industrie pharmaceutique suivant le mode de la formation par apprentissage". Intervenant à cette occasion, le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels d'Alger, Abdelkader Touil a précisé, lui, que ce partenariat pr évoyait notamment la création d'un centre de formation professionnelle d'excellence à Rouiba, le but étant de promouvoir la branche pharmaceutique conformément aux normes internationales en vigueur, et l'enrichissement de la nomenclature nationale des spécialités de formation.

PANDEMIE DE COVID-19

La partie continentale de la Chine signale 2.641 nouveaux cas confirmés

La partie continentale de la Chine a signalé mardi 2.641 cas confirmés de COVID-19 transmis localement, a indiqué mercredi la Commission nationale chinoise de la santé.

Un total de 26.242 porteurs asymptomatiques locaux ont été nouvellement identifiés. En tout, 1.385 patients atteints de la COVID-19 sont sortis de l'hôpital après leur guérison sur la partie continentale de la Chine mardi, a indiqué la commission dans son rapport quotidien.

Mardi, aucun nouveau décès lié à la COVID-19 n'a été enregistré, le bilan total s'établissant à 5.231 décès.



CLIMAT

Le changement climatique va favoriser les maladies (Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme)

Le changement climatique finira par tuer des gens en faisant prospérer les maladies infectieuses, a déclaré mardi le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

En 2022, le Fonds a été témoin de "l'escalade de l'impact" du changement climatique sur la santé, a alerté son directeur exécutif Peter Sand.

Alors que la recrudescence du paludisme était jusqu'à présent due à la fréquence croissante et aux ravages des tempêtes tropicales, "avec les inondations au Pakistan, elles ont pris une toute autre ampleur", a-t-il souligné.

"Le mécanisme par lequel le changement climatique finira par tuer des gens est son impact sur les maladies infectieuses", a mis en avant M. Sands, en précisant que certaines parties de l'Afrique qui n'étaient pas touchées par le paludisme

deviennent maintenant à risque, car les températures augmentent et permettent aux moustiques de prospérer, notamment en altitude.

Or, la population de ces régions ne sera pas immunisée, d'où le risque d'un taux de mortalité plus élevé.

"C'est assez alarmant", a affirmé M.

Sands lors d'une réunion d'information avec l'association des correspondants de l'ONU. D'autres menaces incluent la propagation de la tuberculose parmi le nombre croissant de personnes déplacées dans le monde.

"La tuberculose est une maladie qui se développe lorsque des personnes très stressées se concentrent dans un espace restreint, avec une nourriture et un abri inadéquats", a-t-il expliqué.

"Plus nous assistons à des déplacements de population dus au changement

climatique, plus je pense que cela se traduira par des conditions qui rendront cette maladie au moins plus probable." M. Sands a également indiqué que l'insécurité alimentaire rendrait les gens plus vulnérables aux maladies.

Quant à savoir si le monde est mieux préparé à la prochaine pandémie qu'il ne l'était pour le Covid-19, il a répondu par l'affirmative, mais a nuancé: "Cela ne signifie pas que nous sommes bien préparés: nous ne sommes tout simplement pas aussi mal préparés qu'avant." D'ici la fin de 2022, M. Sands a déclaré que le Fonds mondial aura investi environ 5,4 milliards de dollars, un record.

"2022 a été une année brutale", a insisté M. Sands, "dans les communautés les plus pauvres du monde, le VIH, la tuberculose et le paludisme tuent beaucoup plus de personnes que le Covid-19".

ETATS UNIS

Des experts avertissent d'une augmentation de cas de "triple épidémie"

Alors que des dizaines de millions d'Américains ont commencé à voyager pour la fête de Thanksgiving, des experts ont mis en garde contre l'augmentation des cas d'une "triple épidémie" de COVID-19, de VRS (virus respiratoire syncytial) et de grippe aux Etats-Unis.

Selon les estimations de l'Association américaine des automobilistes (AAA), près de 55 millions d'Américains devraient voyager pendant ce

long week-end de vacances.

Lundi, l'Administration américaine de l'aviation (FAA) a annoncé que ce mardi serait l'un des jours de voyage les plus chargés avant Thanksgiving, avec plus de 48.000 vols prévus à travers le pays.

La FAA a estimé que près de 400.000 vols survoleraient les Etats-Unis du 19 au 27 novembre, dont 23.000 vols prévus pour le seul jour de Thanksgiving. A l'heure où les Américains se dirigent vers la

saison des fêtes, des experts de la santé prévoient que le pays pourrait voir une nouvelle vague de maladies respiratoires alors que de plus en plus de personnes voyagent et se rassemblent à l'intérieur.

Les experts s'inquiètent de la confluence de la grippe, du VRS et du coronavirus, avertissant de la menace d'une "triple épidémie".

"Nous sommes au milieu d'une véritable triple épidémie", a déclaré le docteur Jake

Lemieux, professeur adjoint de médecine à la faculté de médecine de l'université Harvard et spécialiste des maladies infectieuses à l'hôpital général du Massachusetts, ajoutant qu'"il existe de nombreux signaux d'avertissement concernant la saison des fêtes à venir".

Dans le même temps, des experts de la santé encouragent les Américains à se faire vacciner et à prendre des mesures de sécurité pendant les congés à venir.

VARIOLE DU SINGE

Le vaccin fournit "une forte protection" (agence)

Le vaccin contre la variole du singe est efficace à 78% et ce dès deux semaines après la première dose, selon des données de l'Agence britannique de sécurité sanitaire publiées lundi.

Une étude s'est intéressée à 363 cas de variole du singe enregistrés en Angleterre entre le 4 juillet et le 3 novembre parmi la population éligible au vaccin.

Parmi ces cas, seuls huit avaient été vaccinés au moins deux semaines avant d'être malades et 32 avaient reçu une dose dans les 13 jours précédents la contraction du virus.

"Cela donne une efficacité estimée du vaccin pour une dose unique de 78% après 14 jours", indique l'agence sanitaire UKHSA dans un communiqué

mardi. "On sait désormais qu'une première dose de vaccin fournit une forte protection contre la variole du singe", a indiqué Jamie Lopez-Bernal, épidémiologiste pour la UKHSA.

Et "même si les cas de variole du singe sont peu nombreux, il est vital de rester vigilant sur les risques", a-t-il prévenu.

De son côté, le responsable des vaccinations au service public de santé NHS, Steve Russell, a indiqué que "plus de 55.000 doses de vaccins ont déjà été administrées" en Angleterre.

Le vaccin du laboratoire Bavarian Nordic, commercialisé sous le nom de Jynneos aux Etats-Unis, est le seul approuvé spécifiquement contre la variole du singe.

Il est administré en deux doses, à 28

jours d'écart l'une de l'autre. En septembre, des données américaines avaient déjà souligné que ce vaccin était très efficace dès la première dose, précisant que les personnes non vaccinées avaient 14 fois plus de chances d'être infectées par la variole du singe que celles vaccinées.

La maladie -endémique dans certains pays d'Afrique de l'Ouest- se caractérise par des éruptions cutanées, qui peuvent apparaître sur les organes génitaux ou dans la bouche, et peut s'accompagner de poussées de fièvre, de maux de gorge ou de douleurs au niveau des ganglions lymphatiques.

A partir du mois de mai, les autorités sanitaires ont constaté des flambées en Europe et aux Etats-Unis mais l'épidémie est désormais en plein recul.

AFRIQUE

L'OMS lance une nouvelle stratégie face à la résistance aux médicaments antipaludiques

L'OMS lance vendredi une nouvelle stratégie de riposte face au problème urgent que constitue la résistance aux médicaments antipaludiques en Afrique.

Cette stratégie est publiée à l'occasion de la Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens, une campagne mondiale qui est menée chaque année dans le but de sensibiliser davantage à la menace grandissante que représente la résistance aux antibiotiques et à d'autres médicaments.

Ces dernières années, des informations provenant d'Afrique ont fait état d'une résistance nouvelle des parasites à l'artémisinine, qui est composé de base des meilleurs médicaments disponibles pour traiter le paludisme.

Certains signes inquiétants donnent par ailleurs à penser que dans certaines régions, des parasites pourraient être résistants à des médicaments généralement combinés avec l'artémisinine.

Des mesures vigoureuses sont nécessaires pour préserver l'efficacité de ces médicaments.

"Bien que la résistance aux médicaments antipaludiques soit une réelle source de préoccupations, les combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA) restent le meilleur traitement disponible du paludisme simple à Plasmodium falciparum", note le Dr Pascal Ringwald, auteur principal de la nouvelle stratégie et coordonnateur du Programme mondial de lutte contre le paludisme de l'OMS.

L'Afrique subsaharienne assume à elle seule la quasi-totalité de la charge mondiale du paludisme.

Selon les estimations, cette région a enregistré 96% des cas de paludisme et de décès imputables à cette maladie en 2020.

Environ quatre décès sur cinq concernaient des enfants de moins de cinq ans.

Malgré les efforts considérables qui ont été déployés pour combattre le paludisme en Afrique au cours des 20 dernières années, les progrès ont stagné ces dernières années et, dans de nombreux pays durement touchés, les cas sont en augmentation, selon l'OMS.

Les menaces qui se font jour, telles que la résistance aux médicaments antipaludiques, pourraient compromettre plus encore les progrès réalisés.

La nouvelle stratégie de l'OMS s'appuie sur les enseignements tirés de plans mondiaux antérieurs et vient compléter les stratégies existantes, notamment l'action menée à plus grande échelle pour combattre la résistance aux antimicrobiens.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME 400.000 enfants vaccinés au Ghana dans le cadre d'un programme pilote

Le Ghana a vacciné au moins 400.000 enfants lors de la première phase de son Programme pilote de mise en œuvre du vaccin contre le paludisme (MVIP), a annoncé jeudi Kwame Amponsa-Achiano, responsable du Programme élargi de vaccination au Service de santé du Ghana (GHS), lors d'un point de presse.

"Dans le cadre de ce programme qui a débuté en mai 2019 dans 42 districts, nous avons administré au moins 1,5 million de doses de vaccin aux nourrissons, certains recevant deux injections et d'autres trois, ce qui a couvert au moins 80% de la population infantile ciblée dans ces districts", a-t-il fait savoir. Le GHS entamera la deuxième phase du MVIP, qui doit couvrir 41 districts de plus dans le but de vacciner environ 150.000 à 170.000 enfants par an, a ajouté M. Amponsa-Achiano. "Le MVIP a permis de réduire le taux d'infection au paludisme chez les enfants dans les districts ciblés. Mais ce n'est pas une protection parfaite contre le paludisme.

Nous devons donc continuer à utiliser toutes les mesures de prévention existantes pour compléter les effets du vaccin", a souligné Patrick Ku ma-Aboagye, directeur général du GHS.

LA VITAMINE D RÉDUIT LES INFECTIONS RESPIRATOIRES DES PERSONNES ÂGÉES

La supplémentation en vitamine D chez les personnes âgées est associée à un risque réduit d'infections respiratoires.

La vitamine D a déjà montré ses preuves sur la réduction des crises d'asthme, elle semble aussi efficace pour diminuer les risques d'infections respiratoires chez les personnes âgées, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Journal of the American Geriatrics Society*. Sur un an, une supplémentation à dose élevée de vitamine D est en effet corrélée à une réduction, jusqu'à 40%, des infections pulmonaires.

Vitamine D : moins d'infections respiratoires plus de chutes

Les chercheurs de l'Université du Colorado aux États-Unis ont mené un essai randomisé contrôlé avec 107 participants âgés de 60 ans et plus.

Pendant 12 mois, les participants ont reçu soit une forte dose mensuelle de vitamine D (3 à 4.000 UI ou 72mcg-100mcg/jour), soit une dose standard (400 à 1.000 UI ou 10mcg-25mcg par jour), soit un placebo.

Les chercheurs ont constaté que les participants du groupe « dose élevée » ont connu 0,67 incidents respiratoires aigus



(IRA) par personne et par an contre 1,11 en moyenne, chez les participants du groupe «dose standard ». Des chiffres équivalents à une diminution 40% de IRA.

Mais, cet effet bénéfique a été aussi associé une augmentation du nombre de chutes, sans fractures.

«Après avoir étudié ces patients pendant un an, nous avons constaté une réduction de 40% dans les maladies respiratoires aiguës parmi ceux qui ont pris des doses plus élevées de vitamine D », a déclaré l'auteur principal de l'étude, Adit Ginde,

professeur de médecine d'urgence à l'Université de l'école de médecine du Colorado. «La vitamine D peut améliorer la capacité du système immunitaire à combattre les infections car elle renforce la première ligne de défense du système immunitaire».

Si les résultats de cette étude sont encourageants, ils doivent être validés lors d'un essai clinique de plus grand ampleur.

«Si nos résultats sont confirmés par un essai plus large, une dose élevée de vitamine D, idéalement en utilisant la posologie quotidienne pour minimiser le risque de chute, a un vrai avantage substantiels dans la prévention des IRA pour la population âgée », conclut Adit Ginde.

LE MANQUE DE VITAMINE D AUGMENTE LE RISQUE DE MIGRAINE

Les vitamines D, B2 et les coenzymes Q10 sont essentielles pour se prémunir de la migraine. La migraine serait associée à une carence en vitamines, selon les résultats d'une étude présentée au 58^e Congrès scientifique de l'American Headache Society (San Diego). Les migraineux, qu'ils soient enfants, adolescents ou adultes, affichent tous des déficiences en vitamines D, B2 (riboflavine) et en coenzyme Q10 (ubiquinone).

Les chercheurs du Cincinnati Children's Hospital aux États-Unis ont réalisé une étude avec les données médicales de 7 961 patients souffrant de migraines. Ils ont analysé leurs taux sanguins de vitamine D, de riboflavine (vitamine B2), de folate (vitamine B9) et de coenzyme Q10, un puissant antioxydant. La migraine est associée à un

manque de vitamines différentes pour les hommes et les femmes

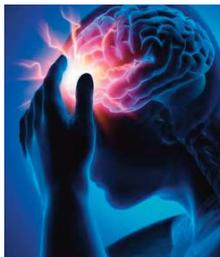
Les scientifiques ont constaté une association entre la prévalence de la migraine et la carence en vitamines.

L'étude a révélé que les filles et les jeunes femmes migraineuses sont plus susceptibles que les garçons et les jeunes hommes d'avoir des carences en coenzyme Q10.

En revanche, les garçons et les jeunes hommes qui souffrent de migraine affichent une carence en vitamine D.

Les scientifiques ont aussi remarqué que la migraine chronique est associée à une prévalence plus élevée de la carence à la fois en coenzyme Q10 et riboflavine. Par rapport à la migraine épisodique.

«D'autres études sont nécessaires pour



comprendre si la supplémentation en vitamines est efficace chez les patients migraineux en général, et si les patients présentant un déficit léger sont plus susceptibles de bénéficier d'une supplémentation», explique Suzanne Hagler, chercheuse à la division de neurologie au Cincinnati Hospital Medical Center et auteur principal de l'étude.

L'assiette anti-migraine

Pour faire le plein de vitamine D, composez votre assiette de poissons gras, d'œuf ou de rognons, associez-y pour la coenzyme Q10, du bœuf, des harengs, des sardines ou des cacahuètes et pour la vitamine B, des fromages à pâte molle ou des germes de blé.

VITAMINE D : QU'EST-CE QU'ON RISQUE SI ON EST CARENCÉE ?

De nombreuses études récentes montrent qu'une carence en vitamine D peut avoir bien des conséquences sur notre santé. Quels sont les risques réels d'une carence en vitamine D ? Où trouve-t-on cette vitamine ? On fait le point.

Une carence en vitamine D augmente le risque de dépression

Selon une étude publiée dans le *British Journal of Psychiatry*, les personnes qui ont un faible taux de vitamine D dans le sang sont deux fois plus susceptibles de souffrir de dépression que celles qui ont un taux plus élevé. La raison se trouve dans l'hippocampe, cette petite zone du cerveau impliquée dans la régulation de l'humeur. L'hippocampe possède des récepteurs de vitamine D. Une carence l'empêcherait donc de fonctionner normalement et augmenterait le risque de dépression.

Une carence augmente le risque d'hypertension

Selon une étude britannique, une carence en vitamine D expliquerait pourquoi certaines femmes souffrent d'hypertension artérielle, un des risques majeurs de maladie cardiovasculaire. Mieux, pour ces femmes, il semblerait qu'une supplémentation en vitamine D leur permettrait de se passer de médicaments anti-hypertenseurs.

Une carence augmente le risque de cancer

Selon une étude de l'Inserm, le risque de cancer du sein baisserait de 25% pour les femmes ayant un niveau de concentration sérique de vitamine D élevé. Selon les chercheurs associés à l'Institut Gustave Roussy, les femmes avec les taux de vitamine D les plus élevés (à savoir plus de 27 µg/l) auraient un risque de cancer du sein divisé par quatre par rapport aux femmes ayant les taux de vitamine D les plus faibles (inférieurs à 20 µg/l). Chez les hommes, une carence en vitamine D augmente le

risque de cancer du côlon. Selon les chercheurs de l'Imperial College de Londres, les hommes ayant un important taux de vitamine D dans leur sang auraient quasiment deux fois moins de risques de développer un cancer de l'intestin que ceux ayant un taux moins élevé. En outre, les hommes qui ont un taux de vitamine D plus élevé ont aussi un taux de testostérone plus élevé. À bon entendeur...

Une carence augmente le risque de fibrome utérin

Une étude du ministère de la Santé américain publiée dans la revue *Epidemiology* montre que, chez les femmes de plus de 35 ans, une trop grande carence en vitamine D peut accroître le risque de fibrome utérin : des tumeurs bénignes qui se développent sur la paroi de l'utérus et qui peuvent causer douleurs et saignements. Selon cette étude, les femmes ayant un niveau suffisant de vitamine D ont un risque réduit de 32% de développer des fibromes utérins par rapport à celles qui sont carencées.

LA DÉPRESSION FAIT LE LIT DE LA MALADIE DE PARKINSON



La dépression est associée à un risque accru de maladie de Parkinson, selon une nouvelle étude. Et plus grave est la dépression, plus important est le risque.

Des chercheurs suédois ont comparé 140 000 malades souffrant de dépression avec un groupe de 420 000 personnes qui n'en souffraient pas. Ils ont suivi les patients de ce groupe entre 7 et 25 ans et durant cette période, 3260 cas de maladie de Parkinson se sont déclarés. Ils ont alors constaté que le taux de maladie de Parkinson chez les personnes dépressives était trois fois supérieur à celui des personnes non atteintes par la maladie. En outre, ce risque était plus élevé chez les patients hospitalisés pour dépression, ce qui suggère que plus grave est la dépression, plus important est le risque.

Selon l'auteur principal de cette étude, le Pr Peter Nordstrom, gériatre à l'Université d'Umea en Suède, il y a deux explications possibles à ce lien entre les deux maladies : "Il se peut que la dépression endommage certaines zones du cerveau, ce qui fait le lit de la maladie de Parkinson. Mais il se peut également qu'au début de la maladie de Parkinson, les patients soient plus enclins à souffrir de dépression. Pour l'instant il est impossible de tirer une conclusion" souligne le Pr Nordstrom.

Récemment, une autre étude a montré que les nigraux étaient, eux aussi, enclins à souffrir de la maladie de Parkinson. Le risque serait multiplié par deux chez les personnes souffrant de migraine.

MALADIE DE PARKINSON : ARRIVERA-T-ON À LA VAINCRE ?

Le 11 avril est la journée mondiale de Parkinson. L'occasion de faire le point, avec l'Association France Parkinson, sur la prise en charge de cette maladie neurologique chronique qui ne guérit pas mais dont on peut atténuer les symptômes.

Maladie de Parkinson : c'est quoi ?

La maladie de Parkinson est une maladie neurologique chronique due à un manque de dopamine au niveau cérébral. Elle affecte surtout le contrôle des mouvements, mais s'accompagne aussi de troubles non moteurs, tout aussi handicapants.

Contrairement aux idées reçues, elle n'est ni guérissable à l'heure actuelle, ni rare. En effet, elle est la 2ème cause de handicap moteur chez l'adulte après les accidents cardiovasculaires et la 2ème maladie neurodégénérative après l'Alzheimer. En outre, elle n'affecte pas uniquement les personnes âgées car un malade sur 5 a moins de 50 ans, et ce n'est absolument pas "la maladie du tremblement". Si le tremblement reste le symptôme le plus connu de la maladie, il ne concerne que 64 % des parkinsoniens. La lenteur (88 %), la sensation de raideur (85 %), les douleurs (73,5 %), la difficulté à commencer un mouvement (57 %) et les pertes d'équilibre (56 %) sont des troubles moteurs tout aussi présents, voire plus fréquents.

Maladie de Parkinson : ce qui reste à fait

A ce jour, la maladie de Parkinson ne guérit pas. Néanmoins, les traitements actuels permettent d'en atténuer les symptômes, rendant ainsi le quotidien des malades plus "acceptable". Trois options thérapeutiques peuvent être proposées aux patients en fonction du stade de la maladie, de leurs symptômes et de leur âge :

- les médicaments (L-Dopa ou agoniste dopaminergique) qui permettent d'augmenter la fabrication de dopamine dans le cerveau ;

- la chirurgie : le médecin implante une électrode à des endroits précis du cerveau et « normalise » en quelque sorte son activité à l'aide d'un courant électrique (on appelle cela la stimulation cérébrale profonde), un peu comme le ferait un pacemaker dans la stimulation cardiaque ;

- les traitements par injection avec une pompe à apomorphine. Cette pompe est un petit dispositif relié au tissu cutané via un cathéter. Elle permet d'administrer au patient une perfusion continue de médicaments do-



paminergique).

Ces traitements permettent de corriger les symptômes mais ne peuvent encore guérir la maladie dont la progression, à ce jour, reste inéluctable.

Maladie de Parkinson : ce qui reste à faire

Malheureusement, des écueils importants subsistent dans la prise en charge thérapeutique des malades. "En cas d'urgence, décrocher un rendez-vous avec un neurologue, qui est pourtant cheville ouvrière de la prise en charge de Parkinson, peut être une vraie gageure. Or, le neurologue est le seul à maîtriser l'ordonnance du traitement antiparkinsonien et les risques d'interactions médicamenteuses" explique l'Association France Parkinson.

"De nombreux médecins, comme le personnel médical des hôpitaux, ignorent très souvent la complexité des médicaments antiparkinsoniens, leur administration impérialive à heure fixe et leurs effets secondaires. Et les conséquences de cette méconnaissance peuvent être désastreuses".

De même, dans les régions françaises les moins favorisées, les traitements utilisés à un stade avancé de la maladie - comme la pompe à apomorphine - sont peu proposés. Faute de moyens et de professionnels formés, seuls 1,1% des parkinsoniens bénéficient à ce jour de la pompe à apomorphine.

Maladie de Parkinson : les champs de recherche

Si des progrès considérables ont été réalisés dans le traitement des troubles moteurs provoqués par la maladie, certaines questions restent encore sans réponse :

- Comment détecter la maladie de Parkinson plus tôt et faciliter son diagnostic ?
- Comment prévenir la perte des neurones lorsque la maladie est déclarée ?
- Comment retarder la prise de médicaments pour en limiter les effets secondaires ?

"Les études sur les troubles non moteurs de la personne atteinte de Parkinson, surtout après 15 ans de maladie, restent rares. Pourtant, avec le temps, la maladie s'accompagne de symptômes qui ne sont plus dus au seul manque de dopamine dans le cerveau : grande fatigue (83%), troubles du sommeil (74%), douleurs (73%) ou problèmes urinaires (69%).

Ne perdons pas de vue qu'en raison du vieillissement de la population et de l'augmentation de l'espérance de vie, les maladies neurodégénératives représenteront un enjeu de santé publique majeur dans les prochaines années" insistent les responsables de l'association en cette Journée mondiale de Parkinson.

Cette dernière a versé près de 4 millions d'euros, ces 5 dernières années, à des projets de recherche sous forme de bourses ou de subventions.

LA MALADIE DE PARKINSON DÉMARRERAIT DANS L'INTESTIN

Les médecins qui soignent les patients atteints de la maladie de Parkinson savent que la maladie est souvent accompagnée d'un dérèglement du système digestif (constipation, ballonnements, indigestion, difficulté à avaler...). Ces symptômes apparaissent souvent avec les premiers troubles moteurs.

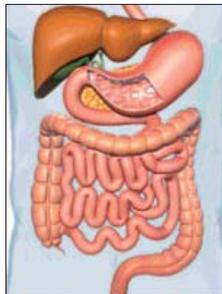
Une nouvelle étude de l'Institut de technologie de Californie aux Etats-Unis, publiée dans la revue Cell, laisse entendre que ces troubles intestinaux pourraient être pas la conséquence de la maladie de Parkinson mais joueraient un rôle crucial dès l'origine et le développement des troubles.

Il existerait un profil microbien propre aux malades atteints de Parkinson

En étudiant les troubles du cerveau sur des souris, les chercheurs ont découvert que les modifications du microbiome pouvaient déclencher la maladie de Parkinson. Lorsqu'ils ont transplanté des échantillons

fécaux de personnes atteintes de la maladie sur des souris stériles exemptes de tout germe mais génétiquement modifiées pour développer la maladie de Parkinson, les symptômes se sont aggravés. Alors qu'aucun symptôme n'est apparu sur les souris qui ont reçu des échantillons de bactéries intestinales de personnes non atteintes par la maladie de Parkinson.

"Ce que nous extrapolons, c'est qu'il existe un profil microbien différent qui régit la maladie de Parkinson. Les bactéries doivent libérer des substances chimiques qui activent certaines zones du cerveau et provoquent des dommages" explique à la BBC le Dr Sarkis Mazmanian, principal auteur de l'étude. "Plus généralement, cette recherche révèle qu'une maladie neurodégénérative peut avoir ses origines dans l'intestin et non seulement dans le cerveau comme on l'avait pensé auparavant".



CORNE DE L'AFRIQUE Le PAM cherche 1,27 milliard de dollars pour lutter contre la sécheresse

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a annoncé mardi qu'il avait besoin au cours des six prochains mois de 1,27 milliard de dollars américains pour répondre à la grave sécheresse qui ravage trois pays de la Corne de l'Afrique.

Selon le PAM, l'impact de la sécheresse au Kenya, en Éthiopie et en Somalie a entraîné une insécurité alimentaire et un niveau élevé de malnutrition aiguë, avec 22 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en raison de la sécheresse, notant que les fonds seraient nécessaires pour toutes ses opérations dans les trois pays de novembre 2022 à avril 2023.

"Les prévisions indiquent une augmentation potentielle des besoins.

Un financement supplémentaire est donc nécessaire pour maintenir et intensifier l'assistance afin d'éviter des



résultats encore plus désastreux", a précisé le PAM dans un rapport de situation sur la réponse à la sécheresse.

Selon l'agence alimentaire des Nations unies, les com-

munités de la Corne de l'Afrique sont confrontées à une menace immédiate de famine, les prévisions indiquant qu'à la saison des pluies d'octobre à décembre devrait être

moins abondante, marquant la cinquième saison consécutive insuffisante dans certaines parties des trois pays.

Le PAM a intensifié sa réponse dans la Corne de l'Afrique pour répondre aux graves pénuries alimentaires en fournissant une aide alimentaire et nutritionnelle vitale aux communautés touchées. Le PAM a ajouté qu'il permettrait également aux communautés de se remettre plus rapidement et mieux de la sécheresse en investissant dans des interventions qui favorisent la résilience et les capacités d'adaptation des communautés pour faire face aux chocs.

MALI

11 personnes tuées dans une attaque contre un site de déplacés à Gao

Au moins 11 personnes ont été tuées dans une attaque perpétrée, lundi, par des présumés "terroristes" contre un site de déplacés internes à Kadji, commune située à une dizaine de kilomètres de Gao (nord du Mali), a déclaré mer-

credi le Gouverneur de Gao, le Général Moussa Moriba Traoré à la télévision nationale.

M. Traoré s'est rendu sur le site de déplacés pour constater les dégâts enregistrés, rapporte la même source.

Pour sa part le Commandant de l'Opération Maliko, le Colonel Famouké Camara a évoqué un règlement de compte notant que le site visé abrite des ressortissants de Tésit victimes des attaques terroristes.

BURKINA FASO

Au moins 14 morts lors de deux attaques dans le nord

Au moins quatorze personnes dont huit supplétifs civils de l'armée ont été tués lundi lors de deux attaques distinctes de groupes armés dans le nord du Burkina Faso, ont indiqué mardi des sources sécuritaires et locales.

Des individus armés ont attaqué au petit matin lundi le village de Safi, situé dans la commune de Boala, près

de Kaya (centre-nord). Les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP, supplétifs civils de l'armée) qui ont directement été visés ont perdu huit éléments", a déclaré une source sécuritaire, citée par l'agence AFP.

Plusieurs autres éléments ont également été blessés lors de cette attaque, a précisé la même source. Un responsable

local des VDP, joint à Kaya, a confirmé l'attaque, évoquant de son côté un bilan de "7 morts, 10 blessés et d'importants dégâts matériels".

"Dans la même journée du lundi, près de Markoye, dans la province de l'Oudalan (nord-est), des individus armés ont tué six civils, et emporté des véhicules et autres biens", a ajouté la source sé-

curitaire. Depuis 2015, le Burkina Faso est régulièrement endeuillé par des attaques terroristes de plus en plus fréquentes ayant fait des milliers de morts et contraint quelque deux millions de personnes à fuir leurs foyers.

Ces attaques se sont multipliées ces derniers mois, essentiellement dans le nord et l'est du pays.

NIGERIA

Inauguration du premier site de forage de pétrole dans le Nord

Le Nigeria a commencé mardi à forer du pétrole et du gaz dans le Nord-est du pays, une première pour le géant pétrolier africain qui exploite depuis des décennies d'importants gisements dans le delta du Niger mais dont la production ne cesse de décliner. Le président nigérian Muhammadu Buhari s'est rendu sur le champ de Kolmani, situé dans les Etats de Gombe et Bauchi, et dont les réserves s'élèvent à plus d'un million de barils, pour inaugurer le site de forage.

"Les efforts pour trouver du pétrole et du gaz commercial en dehors du bassin du delta du Niger ont été vains pendant de nombreuses années (...). Mais la dé-

couverte du champ pétrolier et gazier de Kolmani a brisé cette malédiction", a déclaré le président, cité dans un communiqué.

Outre le forage, ce projet pétrolier qui a attiré 3 milliards de dollars d'investissement ambitionne d'ouvrir une raffinerie de pétrole, une unité de traitement du gaz, une centrale électrique et une usine d'engrais, selon le communiqué de la présidence.

Le président a également appelé la compagnie nationale pétrolière (NNPC) et les partenaires en charge du projet à "s'assurer que les leçons tirées des années d'expérience en tant que nation produc-

trice de pétrole sont utilisées pour garantir des relations harmonieuses avec les communautés locales".

L'exploitation pétrolière au Nigeria a commencé dans les années 60 dans la région du delta du Niger (sud-est).

En septembre, le Nigeria a perdu sa place de premier producteur de pétrole sur le continent africain, au profit de l'Angola, sa production pétrolière ne cessant de décliner en dépit de la hausse des cours. Les électeurs nigériens sont appelés aux urnes le 25 février prochain pour élire un successeur au président Buhari, qui se retire après deux mandats, comme prévu par la constitution.

CENTRAFRIQUE

Les élections municipales et régionales reportées au 16 juillet 2023

Les élections municipales et régionales initialement prévues le 22 janvier prochain en Centrafrique ont été repoussées au 16 juillet 2023, a annoncé, le comité stratégique d'appui au processus électoral.

"Nous avons établi un nouveau calendrier avant les scrutins. Ce calendrier rendu public lundi 21 novembre, a des étapes à franchir avant le scru-

tin", a indiqué le président de l'Autorité nationale des élections (ANE), Dr Mathias Mourouba cité par des médias mercredi.

"D'après notre calendrier, à partir du 5 décembre 2022, nous mettrons sur place les membres de l'ANE.

Après ce processus il s'en suivra la révision du fichier électoral qui doit avoir lieu

entre 12 décembre 2022 et 18 mars 2023", a précisé le président de l'ANE.

Il a, en outre, indiqué que la date de convocation du corps électoral pour les élections municipales et régionales pour le premier tour est programmée le 27 avril 2023.

"Les candidats aux différentes élections devront déposer leurs dossiers à partir

du 30 avril jusqu'au 14 juillet 2023 ensuite nous lancerons la campagne électorale", a-t-il indiqué ajoutant que "le premier tour du scrutin aura lieu le 16 juillet 2023".

Prévues pour se tenir en septembre 2022, les élections locales en Centrafrique ont été repoussées au 22 janvier 2023 et ensuite au 16 juillet 2023.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Le Conseil de sécurité de l'ONU demande le retrait des rebelles du M23

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a exigé mardi la cessation immédiate des hostilités et de toute nouvelle avancée du groupe rebelle M23, ainsi que son retrait de toutes les zones occupées en République démocratique du Congo (RDC).

Dans un communiqué de presse, les 15 membres du Conseil ont fermement condamné la reprise des attaques du M23 dans le Nord-Kivu et ses avancées vers la ville de Goma ainsi que dans d'autres régions de la RDC, accusant les rebelles de "détériorer la sécurité et la stabilité dans la région et d'exacerber la situation humanitaire actuelle".

Les membres du Conseil ont exprimé leur profonde inquiétude concernant le nombre croissant de personnes déplacées et de réfugiés et ont appelé toutes les parties, en particulier le M23, à permettre un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave à ceux qui en ont besoin et à s'abstenir de toute violence contre les civils.

Il s'est également appelé la communauté internationale à accroître son soutien au gouvernement de la RDC pour faire face à la crise humanitaire.

Dans le communiqué, les membres du Conseil ont réitéré leur soutien aux efforts régionaux "pour rétablir la confiance, résoudre les différends par le dialogue et trouver une paix et une sécurité durables".

Kinshasa refuse de discuter avec le M23 sans retrait des zones qu'il occupe

Kinshasa a affirmé mardi qu'il était "hors de question" de discuter avec les rebelles du M23 tant qu'ils ne se seraient pas retirés des zones qu'ils occupent dans l'est de la République démocratique du Congo.

"Les conditions sont connues: vous vous retirez des localités occupées et à ce moment-là, on fait le point pour voir comment vous intégrer dans le processus tel que c'était prévu au départ", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya.

Il a rappelé que le "processus de Nairobi" enclenché par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) pour tenter de ramener la paix dans l'est de la RDC avait commencé en avril.

Tout le monde était d'accord pour qu'il y ait "un dialogue avec les groupes armés", a-t-il dit.

"Pourquoi ce processus n'a pas continué? Parce qu'un groupe, pendant qu'on était déjà en train de discuter, voulait recourir à la violence, sous instigation rwandaise", a de nouveau accusé le porte-parole, à propos du M23.

"Vous ne pouvez pas penser venir dialoguer en causant le désastre humanitaire qui est en cours, en occasionnant des bombardements des écoles", a ajouté celui qui est aussi ministre de la Communication. Ancienne rébellion tutsi, le "mouvement du 23 mars" a repris les armes en fin d'année dernière et étend depuis son territoire dans la province du Nord-Kivu.

Il est à une vingtaine de kilomètres de Goma, la capitale provinciale, et gagne aussi du terrain vers l'ouest en direction du territoire du Masisi.

Pour le porte-parole du gouvernement de RDC, c'est aussi pour ces raisons que l'EAC a décidé de créer une force régionale, en cours de déploiement à Goma, "avec une mission dissuasive, pour ceux qui auront refusé de rejoindre le processus politique".

Une nouvelle session de discussions de paix avait été annoncée par l'EAC pour le 21 novembre à Nairobi, mais n'a pas encore démarré.

"Je pense qu'elles vont débiter le 27", a déclaré Patrick Muyaya, en évoquant des "soutis logistiques notamment en termes de déplacement de certains chefs des groupes armés".

PALESTINE

Une vague de violence s'abat sur les Palestiniens de Cisjordanie occupée

Les Palestiniens continuent de faire face aux attaques racistes en Cisjordanie occupée, notamment à El Khalil, cible de graves violations, toutes commises par des colons avec la complicité des forces d'occupation sionistes.

L'escalade s'est amplifiée lorsque l'armée sioniste a décidé de fermer, vendredi dernier, la mosquée Ibrahimî dans la ville d'El Khalil à l'occasion d'une fête juive.

Selon des estimations locales, pas moins de 37.000 colons ont pris d'assaut la ville, alors que l'armée sioniste a érigé un certain nombre de barrières et s'est déployée massivement à proximité de la Vieille ville pour appuyer les incursions des colons.

Ces derniers ne se sont pas contentés de célébrer leur fête. Ils s'en sont pris aux Palestiniens et leurs commerces, blessant plusieurs d'entre eux.

Ahmed Al-Tamimi, membre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de Palestine (OLP), a indiqué que "le mépris des colons envers la mosquée Ibrahimî et toutes les parties de la Vieille ville fait partie des mesures arbitraires sionistes visant à forcer les citoyens (palestiniens) à cesser de prier dans la mos-



quée et quitter par la force des armes leurs maisons héritées de leurs parents et grands-parents".

La prise d'assaut par les colons s'est accompagnée de l'installation de tentes mobiles et une série d'arrestations touchant tous les segments de la société palestinienne.

Dans leur rapport mensuel, les institutions de prisonniers ont précisé que les arrestations durant le mois d'octobre ont atteint le nombre de 445 Palestiniens, dont 35 enfants et 19 femmes, dans les territoires palestiniens occupés.

En réaction à cette escalade, le Coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a averti que "de tels actes pourraient aggraver un environnement déjà tendu".

"Tous ont la responsabilité d'agir contre les extrémistes et de dénoncer

tous les actes de violence", a-t-il ajouté.

De son côté, le secrétaire général adjoint pour la Palestine et les Territoires arabes occupés de la Ligue arabe, Saeed Abu Ali, a déclaré lundi que l'escalade des attaques à grande échelle et le terrorisme de colons continu et organisé, notamment à El Khalil, constituent un "indicateur dangereux".

Il a appelé l'ONU et les organisations internationales de défense des droits de l'Homme à "assumer leurs responsabilités politique, juridique et humanitaire et à faire pression sur les autorités d'occupation pour qu'elles mettent fin à ces crimes et respectent les conventions internationales qui assurent la sécurité des civils".

Pour leur part, les Etats-Unis ont appelé les autorités d'occupation à prendre des mesures pour améliorer la situation sécuritaire en Cisjordanie.

Pour le Conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, "une solution négociée à deux Etats reste le meilleur moyen de parvenir à une paix durable (au Moyen-Orient)".

Le ministère palestinien de la Santé a déclaré lundi que 147 Palestiniens sont tombés en martyrs sous les balles de l'armée sioniste en Cisjordanie occupée depuis le début de cette année.

Les Nations unies ont décrit cette année comme la plus sanglante en Cisjordanie depuis 2006.

Démolition d'une école par les forces sionistes à Masafer Yatta

Une école primaire a été démolie, mercredi, par les forces sionistes à Masafer Yatta au sud d'El Khalil, dans le sud de la Cisjordanie occupée, rapportent des médias palestiniens.

Le militant Fouad Al-Amour, cité par l'agence de presse palestinienne Wafa, a affirmé que les bulldozers d'occupation ont démolis l'école sise dans le hameau d'Asfi Al-Fawaq, qui est l'une des

écoles qui assurait la scolarité des dizaines d'élèves des villages et hameaux de Masafer Yatta.

Le ministère de l'Éducation palestinien a condamné la démolition complète par les forces d'occupation de cet établissement, ce qui prive les élèves de leur droit à l'éducation, qualifiant les faits de "crime odieux" qui s'ajoutent aux violations continues de l'occupation visant le secteur de l'Éducation.

La source a souligné en outre que le ciblage des élèves, des cadres de l'éducation et des institutions éducatives, est "une violation flagrante du droit des élèves à une éducation libre et sûre".

Le ministère a appelé de nouveau toutes les organisations internationales, des droits de l'homme et de médias, à assumer leur responsabilité envers les violations sionistes en hausse dans les territoires palestiniens occupés.

YÉMEN

L'ONU exhorte les parties à parvenir à un accord pour renouveler la trêve

Les Nations Unies ont exhorté, mardi, les parties au Yémen à parvenir à un accord sur le renouvellement de la trêve dans un premier temps.

En réponse aux questions des journalistes, le porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, a appelé les parties à "faire preuve d'un maximum de retenue", évoquant ce qu'il a décrit comme "des signes inquiétants de combats de temps en temps".

Les habitants du Yémen souffrent depuis de nombreuses années, a déclaré M. Farhan, et ils ont connu une période de calme pendant la trêve, "et nous ne voulons pas que cela leur soit enlevé".

Les parties concernées n'ont pas réussi à prolonger un accord de trêve au Yémen entre le gouvernement légitime et le mouvement Ansarullah (Houthis) qui a commencé le 2 avril et s'est terminé le 2 octobre.

MEXIQUE

Un journaliste radio assassiné dans l'Etat de Veracruz

Un journaliste radio qui travaillait aussi comme chauffeur de taxi a été assassiné dans l'Etat de Veracruz dans l'est du Mexique, ont annoncé mardi son groupe de médias et l'organisation de défense de la liberté d'expression Article 19.

Pedro Pablo Kumul, qui travaillait comme "reporter" pour le média régional AX Multimédios sur ses stations de radio AX Noticias et Es Amor, a été assassiné lundi, a affirmé le groupe sur les réseaux sociaux.

"Selon des informations publiques, Pedro a été renversé par un véhicule et tué avec une arme à feu dans le quartier de Casa Blanca", à Xalapa, la capitale de Veracruz, a précisé de son côté l'ONG sur Twitter. A la date du 16 novembre, le gouvernement mexicain avait recensé 13 assassinats de journalistes cette année.

UNION EUROPÉENNE Bruxelles appelle l'Allemagne à mieux cibler son bouclier énergétique

Les dépenses budgétaires prévues l'an prochain par l'Allemagne pour protéger son économie de la hausse des prix de l'énergie ne sont pas suffisamment "ciblées", a estimé mardi la Commission européenne.

L'Allemagne a été accusée par plusieurs responsables européens de concurrence déloyale vis-à-vis des autres pays de l'UE, après avoir annoncé fin septembre un plan à 200 milliards d'euros pour aider ses ménages et entreprises à surmonter la flambée des prix de l'énergie.

Dans un avis sur les projets de budget 2023 des Etats membres de l'UE, publié mardi, l'exécutif européen a épinglé l'Allemagne et neuf autres pays, dont l'Autriche, la Belgique et les Pays-Bas, jugeant leurs plans pour l'an prochain "pas complètement alignés" sur les recommandations de la Commission.

Celle-ci "invite" ce groupe de dix pays -- qui inclut aussi l'Estonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Slovaquie, la Slovaquie et le Portugal -- à "prendre les mesures nécessaires (...) pour s'assurer que leur budget 2023 soit complètement aligné" sur ses recommandations.

Dans le cas de l'Allemagne, Bruxelles estime que la hausse des dépenses budgétaires "ne résulte pas d'un soutien temporaire et ciblé aux ménages et aux entreprises les plus vulnérables". Mais cet avis n'est pas contraignant.

Les règles du Pacte de stabilité et de croissance, qui imposent des limites précises aux budgets nationaux, ont été suspendues jusqu'à fin 2023 à cause de la crise économique.

La communication de mardi vise surtout à "engager un travail avec les Etats membres pour voir comment le ciblage de leurs mesures pourrait être amélioré", a expliqué un responsable européen. Parmi les pays fortement endettés, la Belgique est montrée du doigt: la croissance des dépenses prévues dans son budget pour l'an prochain est jugée excessive.

Justice: l'UE lève son contrôle renforcé sur la Roumanie

La Commission européenne a décidé mardi de lever sa surveillance renforcée de la Roumanie en matière de justice et de lutte anticorruption, jugeant "suffisants" les progrès réalisés par ce pays depuis son adhésion à l'UE en 2007.

Depuis cette date, la Roumanie était sous la loupe de l'exécutif européen dans le cadre d'un "Mécanisme de coopération et de vérification", destiné à évaluer ses progrès sur l'efficacité et la transparence du système judiciaire, ainsi que la prévention et la lutte contre la corruption.

Ce dispositif, prévoyant des rapports réguliers et recommandations de la Commission, avait été instauré lors de l'entrée dans l'UE de la Roumanie et de la Bulgarie voisine, pour remédier aux lacunes des deux anciens pays communistes dans ces domaines.

La surveillance renforcée de la Bulgarie a été levée en octobre 2019. Bucarest et Sofia espèrent que ces décisions leur permettront d'intégrer prochainement l'espace Schengen de libre circulation. Cet élargissement, qui sera discuté en décembre par les ministres européens de l'Intérieur, est bloqué notamment par les Pays-Bas, dont le parlement s'inquiète des "risques" liés à la corruption et au crime organisé dans les deux pays. La Commission européenne a conclu mardi "que les progrès accomplis par la Roumanie sont suffisants pour respecter les engagements au titre du Mécanisme de coopération et de vérification (MCV) qu'elle avait pris au moment de son adhésion à l'UE".

Dorénavant, la Commission ne soumettra plus la Roumanie à un examen suivi et n'établira plus de rapport à son sujet dans le cadre du MCV", ajoute l'exécutif européen dans un communiqué, précisant que "la surveillance sera maintenue" dans le cadre du rapport annuel sur l'Etat de droit, comme pour les autres pays membres.

ESPAGNE

Alerte sécheresse et restrictions d'eau à Barcelone

Après des mois de faibles précipitations, Barcelone va être placée pour la première fois depuis 2008 en alerte sécheresse, ce qui implique des restrictions d'eau, ont annoncé mardi les autorités.

"Le manque de pluie depuis des mois nous oblige à prendre de nouvelles décisions afin de minimiser les conséquences de cette sécheresse", a déclaré la porte-parole du gouvernement régional catalan, Patricia Plaja, devant la presse.

Barcelone et son agglomération vont ainsi être placées en alerte sécheresse à partir de vendredi, rejoignant d'autres zones de Catalogne.

80% des habitants de la région seront concernés par cette alerte. C'est la première fois depuis 2008 pour la deuxième ville d'Espagne. Cette alerte sécheresse implique des restrictions d'eau pour les agriculteurs, les éleveurs ou les industriels.

Il est aussi interdit de remplir sa piscine par exemple. Mais il n'y a toutefois aucun rationnement pour l'usage domestique, ont précisé les autorités.

Même si les prévisions de précipitations à moyen terme "ne sont pas mauvaises", le contexte "inquiétant" doit amener la population à changer ses habitudes pour ne pas gaspiller l'eau, a averti Patricia Plaja.

"La Catalogne va être désormais confrontée à des périodes de sécheresse plus longues et plus intenses", a-t-elle insisté. En première ligne du changement climatique en Europe, l'Espagne vient de connaître son mois d'octobre le plus chaud depuis le début des relevés officiels en 1961, après un été marqué par des vagues de chaleur à répétition et des incendies dévastateurs.

Sur la période de janvier à octobre, 2022 est par ailleurs la quatrième année la plus sèche depuis le début des relevés, avec une pluviométrie située 26% en dessous de la normale.

Le niveau des réservoirs d'eau du pays était mi-novembre seulement à 32,5% de leur capacité totale, selon le gouvernement central.

APS

COMMUNICATION

Sessions de formation sur les médias institutionnels au profit des journalistes (ministère de la Communication)

Le ministère de la Communication lancera, à partir de jeudi, une série de sessions de formation sur les médias institutionnels visant à "renforcer et à développer la presse locale et de proximité", a indiqué mardi un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de l'activation du plan pratique et du programme de formation du ministère de la Communication, et en concrétisation du plan d'action du Gouvernement, le ministère de la Communication lancera à partir de jeudi 24 novembre 2022, une série de sessions de formation sur les médias institutionnels au profit de la presse nationale", a précisé le communiqué.

Ce cycle de formation vise à "renforcer et développer la presse locale et les médias de proximité".

Son lancement se fera depuis la wilaya de Constantine et comprendra dans un premier temps six wilayas de l'est, à savoir : Constantine, Mila, Sétif, Khenchela, Batna, Oum El-Bouaghi, suivi par des cycles similaires touchant toutes les wilayas du pays".

Cette formation verra également la participation de journalistes et de responsables des cellules de communication auprès des wilayas et des communes concernées, précise la même source.



PATRIMOINE CULTUREL

Conférence à Alger sur la protection du patrimoine matériel et des biens culturels

Une conférence en ligne sur la législation nationale de lutte contre le trafic et la vente illicite des biens culturels, en relation avec les conventions internationales ratifiées par l'Algérie, a été animée, mardi à Alger. Accueillie à l'Auditorium du palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Kouba, la conférence a réuni l'experte américaine en législation des patrimoines culturels, Patty Gerstenblith et les représentants des parcs culturels nationaux, des différents corps constitués spécialisés, et du ministère de la Justice. Programmée suite à la rencontre de présentation, en mai 2022 à Alger, d'un photo-guide numérique, la conférence a été ouverte avec l'allocation diffusée par visio-conférence, de la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, qui est revenue sur le mémorandum d'entente entre l'Algérie et les

Etats-Unis, dans ce domaine signé le 19 août 2019 et la "stratégie de l'Algérie en matière de lutte contre le trafic illicite des biens culturels". Rappelant que cette conférence intervenait dans le cadre des travaux communs de recherche des voies et moyens à mettre en œuvre pour préserver et valoriser l'héritage culturel, conformément aux orientations du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, la ministre a rappelé que l'Algérie a toujours répondu favorablement à toute initiative entrant dans "le cadre de la coopération internationale en vue de consolider les stratégies de préservation et de protection du patrimoine culturel matériel, à tous les niveaux, locaux, régionaux et internationaux". De son côté, Mme Gerstenblith, également universitaire et directrice de l'Art et des Musées à l'Institut DePaul de Chicago,



a présenté un exposé détaillé sur les méthodes de reconnaissance et de contrôle utilisées pour l'identification et

l'authentification des biens culturels en attente d'être restitués, avant de répondre aux questions des participants.

TLEMCCEN

Exposition internationale de l'enluminure et de la miniature

Plusieurs artistes algériens et étrangers prennent part à une exposition collective sur l'enluminure et la miniature organisée dans le cadre de la 12e édition du Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure qui se tient à Tlemccen depuis le 19 novembre.

Des dizaines de tableaux artistiques, de différents formats, signés par des artistes talentueux nationaux et étrangers issus de plusieurs pays (Turquie, Iran, Afghanistan, Inde, Pakistan...etc), et représentant plusieurs écoles d'art islamique, y sont exposés.

Le miniaturiste iranien Mohsen Aghamiri, a participé à l'exposition avec sept toiles traitant de concepts religieux et philosophiques.

L'artiste qui compte une expérience de 34 ans dans ce domaine a participé à une conférence, organisée dans le cadre du festival, sur les Grandes écoles de l'enluminure et de la miniature dans le

monde musulman et présenté à l'occasion l'Ecole perse à laquelle il appartient et animé plusieurs ateliers.

Aghamiri a exprimé sa grande joie de participer à ce festival, se disant impressionné par les jeunes talents algériens qu'il a en cadrés lors de cette manifestation.

Parmi les artistes participant à cette exposition Mohammad Yunus Jami (Afghanistan) spécialisé dans l'enluminure timouride et le style kufi (calligraphie arabe), dont les œuvres reflètent l'école timouride, principalement le mouvement artistique de Kamaledin Behzad, comptant parmi les icônes de la miniature perse.

L'école timouride était un "cercle de savoir" qui regroupait des artistes alliant l'art et la littérature notamment la poésie, dira l'artiste Jami, qui pratique cet art depuis 14 ans.

L'artiste algérien, Ahmed Khalili de

Skikda participe à cette exposition avec deux toiles. La première, intitulée "Haraga", raconte le phénomène de l'immigration clandestine et la seconde, intitulée "Concert de musique", traite de la vie sociale, culturelle et artistique à la Casbah d'Alger. Khalili, qui est membre du jury du Concours international, est l'un des plus grands miniaturistes contemporains en Algérie.

Il a participé à de nombreuses manifestations nationales et internationales et a décroché de nombreux prix.

Entre autres artistes ayant participé à cette exposition figurent Bouguerra Toubia Amina, Boukoffa Ikram, Guermi Malika d'Algérie, Jahangir Ashurov d'Ouzbékistan et Rahmat Bano de l'Inde.

La 12e édition du Festival international de la miniature et de l'enluminure prendra fin jeudi par la remise des prix aux lauréats du Concours international du festival.

BOUIRA

Premier tour de manivelle du film "Iâdawen n Tudert" de Mohamed Rahal

Le premier tour de manivelle du film intitulé "Iâdawen n Tudert" (les ennemis de la vie), traitant des phénomènes de la sorcellerie et de la magie au sein de la société, a été donné à Chorfâ (Est de Bouira), a indiqué mardi son réalisateur, Mohamed Rahal.

Le tournage de ce film d'expression amazigh long métrage a débuté samedi au centre de formation de la ville de Chorfâ en présence de tous les acteurs et comédiens, dont le personnage principal du film Fodhil Hamla, qui joue le rôle de "Smail", un homme riche et influent.

D'une durée pouvant aller jusqu'à 1h40, "ce film tourne autour des phénomènes de la sorcellerie, de la magie ainsi que du trafic de drogue qui détruisent l'avenir et la famille de cet homme riche "Smail" a expliqué M. Rahal. "La majorité des séquences du film se dérouleront à Bouira, tandis que d'autres seront tournées à Béjaïa et à Alger", a-t-il précisé.

A travers son film, le réalisateur veut dénoncer les fléaux de la sorcellerie et de la drogue qui ne cessent de prendre de l'ampleur au sein de la société. "La sorcellerie et la magie détruisent les personnes et leurs familles, et elles provoquent des maladies incurables, c'est ce que nous devons dénoncer et lutter", a affirmé Rahal, réalisateur également de plusieurs films dramatiques et sociaux, notamment "iswi n koukou", "Ma décision", "Le combat du cœur", et "Imeksa n tloufa".

ANNABA

Le festival national de la production théâtrale féminine, un acquis pour la culture et la créativité

La relance du festival national de la production théâtrale féminine d'Annaba prévue du 20 au 27 novembre courant après plusieurs années d'interruption constitue "un acquis pour la culture et la créativité féminine", a affirmé lundi la commissaire de cette manifestation culturelle l'artiste Lynda Selam.

Animant une conférence de presse, tenue au théâtre régional Azzedine Medjoubi dans le cadre des préparatifs pour cette 5ème édition du festival dédiée à la mémoire de la défunte artiste Sonia, de son vrai nom Sakina Mekkiou, Mme Selam a assuré que ce festival a atteint, lors de ces quatre précédentes éditions, un haut niveau sur les plans organisation et artistique et a constitué un acte d'incitation aux créatrices algériennes dans le domaine de l'écriture dramaturgique, la scénographie et la mise en scène.

Elle a ajouté que le festival sera également "un heureux rendez-vous pour faire connaître les créations des artistes algériennes dans le domaine du 4ème art avec leurs touches artistiques singulières et distinguées".

Le festival national de la production théâtrale féminine verra la participation de six œuvres qui rivaliseront pour les prix du meilleur spectacle, du meilleur texte, de la meilleure mise en scène, de la meilleure interprétation, ainsi que plusieurs autres prix pour la musique, la scénographie et la chorégraphie.

L'association culturelle Ithrene Taguerbous de la wilaya de Bouira participera au festival avec la pièce Tinékene en langue amazighe au côté des œuvres des théâtres régionaux et coopératives théâtrales d'Annaba, Sétif, Sidi Bel Abbès et Skikda.

La 5ème édition du festival, placée sous l'égide de la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, s'inscrit dans le cadre de la célébration du soixantenaire de l'indépendance et sera marquée également par la distinction de figures artistiques et de moudjahidate.

ETATS-UNIS Twitter licencie "environ 50%" de ses employés dans le monde

Le réseau social Twitter a entrepris le licenciement de la moitié de ses effectifs, une semaine après avoir été racheté par l'homme d'affaires américain Elon Musk.

"Environ 50% du personnel va être affecté" par les licenciements en cours au sein de Twitter, d'après un document envoyé aux employés du réseau social qui ont été remerciés vendredi.

L'entreprise californienne, qui comptait près de 7.500 salariés fin octobre, a temporairement fermé ses bureaux et notifié des milliers de personnes par courriel, expliquant que le but est "d'améliorer la santé de l'entreprise".

"J'ai appris à mon réveil que je ne travaillerai plus chez Twitter. J'ai le cœur brisé.

Je n'arrive pas à y croire", a tweeté Michele Austin, la directrice

des règlements pour les Etats-Unis et le Canada.

"Il n'y a malheureusement pas d'autre choix quand l'entreprise perd plus de 4 millions de dollars par jour" a déclaré Elon Musk dans son premier message sur le sujet, 24 heures après le premier courriel envoyé par l'entreprise.

"Tous ceux qui ont perdu leur emploi se sont vus proposer trois mois d'indemnités".

Elon Musk, qui a pris le contrôle de l'entreprise jeudi dernier, avait dissous le conseil d'administration, congédié les dirigeants, pris le poste de directeur général et sorti la société de la Bourse.



Meta prévoit un plan de licenciement massif

Meta (Facebook, Instagram) prévoit de licencier des milliers de personnes à partir de cette semaine, d'après le Wall Street Journal (WSJ), alors que plusieurs sociétés technologiques viennent de congédier une partie de leurs effectifs en réponse à la crise économique.

Ce pourrait être le plan social le plus conséquent dans le secteur, selon le quotidien américain, après la pandémie qui a largement bénéficié à la croissance des revenus, mais aussi du personnel de ces entreprises.

Meta comptait quelque 87.000 employés dans le monde au 30 septembre.

Lors de la publication récente des der-

niers résultats trimestriels décevants, le patron Mark Zuckerberg a mentionné que le personnel du groupe ne devrait pas augmenter d'ici la fin 2023, voire même diminuer légèrement.

Selon les sources du WSJ, le plan social devrait être annoncé mercredi et plusieurs milliers d'employés seront affectés par ce premier plan social de l'histoire du géant des réseaux sociaux.

Jeudi dernier, deux sociétés de la Silicon Valley, Stripe et Lyft, ont fait part de licenciements de grande ampleur tandis qu'Amazon a gelé les embauches dans ses bureaux.

Twitter, fraîchement racheté par Elon Musk, vient de congédier environ la moitié

de ses 7.500 salariés. Les plateformes dont le modèle économique est fondé sur la publicité pâtissent notamment des coupes budgétaires des annonceurs aux prises avec l'inflation et la hausse des taux d'intérêt.

Meta a vu son bénéfice net fondre à 4,4 milliards de dollars au troisième trimestre (-52% sur un an).

"Nous affrontons un environnement macro-économique instable, une concurrence accrue, des problèmes de ciblage publicitaire et des coûts en hausse pour nos investissements de long terme, mais je dois dire que nos produits ont l'air de s'en sortir mieux que certains commentateurs ne le suggèrent", a tenté de tempérer Mark Zuckerberg fin

octobre, pendant la conférence aux analystes.

Mais le titre du groupe californien a chuté de 24,56% le lendemain à Wall Street.

En un an, Meta a perdu près de 600 milliards de dollars de capitalisation boursière.

La société inquiète les marchés depuis le début de l'année, quand elle avait annoncé pour la première fois avoir perdu des utilisateurs sur son réseau social d'origine, Facebook. Les investissements coûteux en vue de construire le métavers, présenté comme l'avenir d'internet, ne rassurent par non plus les investisseurs qui doutent de la capacité du groupe à tirer des revenus significatifs de cet univers parallèle balbutiant.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'illizi
Daira d'n-amenas
Commune d'in-amenas
NIF :098433065066615

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des autorisations d'utilité publique.

Le président du conseil populaire municipal de la municipalité d'Inamnas, État d'illizi, annonce les institutions participant à l'annonce de l'appel à propositions ouvert

Avec la stipulation des capacités minimales n° : 15/2022 pour la deuxième fois après l'annulation, qui comprennent un projet :

Réalisation de l'éclairage public de la Division de la gendarmerie nationale à la clinique multiservices d'Ohangt (Première apparition dans le journal national : 14/08/2022)

A l'issue de la réunion du Comité d'Evaluation des Offres du 29/09/2022, les résultats sont les suivants :

Entreprise choisie/ N° immatriculation fiscale	Nombre de points	Montant de l'offre DA/TTC	Délais de réalisation	Observation
entreprise de construction, de travaux publics et d'irrigation Dhwadi Al Masoud Numéro fiscal : 198128140017142	56 points	10.995.920.00DA	20) vingt jours	Moins Disant

Les soumissionnaires sont invités à ce rapprocher au plus tard trois(03) jours à compter du premier jour de publication du présent avis pour prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres.

Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire leur recours dans les dix(10) jours à compter de la publication du présent avis auprès de la commission communale des marchés et ce conformément l'article 82 du décret présidentiel précité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Béjaïa
Direction de la Santé et de la population
NIF : 099006019001536

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales n°14/2022, paru dans les quotidiens nationaux «ليكيب» du 20 AVRIL 2022 et «DK NEWS» du 04 MAI 2022, ainsi que le BOMOP, relatif à «Réalisation d'un hôpital 60 lits à Tazmalt répartis comme suit.

LOT n°13 : F/P Equipement de désenfumage.

Que l'attribution provisoire de marché, du «Lot N°13 : F/P Equipement de désenfumage», attribué à l'Entreprise SARL ECRC- NIF N° 099925006276916 pour un montant de : 53.865.350,00 DA en TTC, un Délai d'exécution du marché de Six (06) Mois et une note technique obtenue de 53,33/80 Pts à, paru dans les quotidiens nationaux ; «ليكيب» du 05/06/2022 et «DK NEWS» du 08/06/2022, est annulée. ·

VOLLEY

Nationale Une (messieurs) 2022-2023 : coup de starter vendredi

Le coup d'envoi du Championnat d'Algérie de volley-ball 2022-2023, Nationale Une (messieurs), sera donné vendredi avec 20 équipes réparties en deux groupes de dix, dont le NR Bordj Bou Arreridj, tenant du trophée depuis 2014.

Pour cette nouvelle saison, la fédération algérienne de la discipline (FAVB) a décidé de reconduire la même formule de compétition que la saison précédente avec 20 clubs répartis en deux poules de dix, Centre-Est et Centre-Ouest. Les quatre premiers de chaque poule à l'issue de la 1^{re} phase, qui se jouera en aller-retour, se qualifieront aux Play-offs, alors que les autres clubs disputeront les Play-down. Seul changement pour ce nouvel exercice, les clubs sont autorisés à recruter des joueurs et entraîneurs étrangers, après la consultation des membres de l'Assemblée générale, réunis samedi dernier en session extraordinaire. Tenant du titre depuis 2014, le NR Bordj Bou Arreridj sera encore une fois le grand favori à sa propre succession avec un effectif formé de plusieurs internationaux. D'autres clubs tenteront de briser la nette domination des Bordjis, à savoir, le MC Alger et le WA Tlemcen



qui ont joué les premiers rôles lors des derniers exercices, l'ES Sétif toujours égale à elle-même, ou encore l'ASV Blida, auteur d'une belle saison lors de l'exercice écoulé.

Composition des groupes de la Nationale Une (messieurs) :

Groupe Centre-Est : NR Bordj Bou Arreridj, JSC Ouled Adouane, NC Bejaia, ES Tadjenanet, OMK El-Milia, MB Bejaia, ES Sétif, EF Ain Azel, JM Batna, ES El-Eulma.

Groupe Centre-Ouest : WA Tlemcen, MC Alger, PO Chlef, ASV Blida, RM Arzew, JSB Ighram, RC M'sila, NA Hussein-Dey, O. El Kseur, JS Messelmoun.

Programme de la première journée

Centre-Est :
ES Tadjenanet - ES Sétif (15h00)
NR Bordj Bou Arreridj - ES El-

Eulma (16h00)
OMK El-Milia - MB Béjaia (16h00)
JSC Ouled Adouane - JM Batna (17h00)
NC Béjaia - EF Ain Azel (17h00)
Centre-Ouest :
WA Tlemcen - JS Messelmoun (17h00)
MC Alger - Olympique El-Kseur (17h00)
ASV Blida - RC M'sila (17h00)
RM Arzew - JSB Ighram (17h00)
PO Chlef - NA Hussein-Dey (18h00).

Le palmarès avant le début de la saison 2022-2023 (H)

1963: GSA Hydra	1964: GSA Hydra
1965: OM St-Eugène	1966: GCS Alger
1967: Hydra AC	1968: OM St-Eugène
1969: OM St-Eugène	1970: ASPTT Tlemcen
1971: NAA Hussein-Dey	1972: NAA Hussein-Dey
1973: NAA Hussein-Dey	1974: NAA Hussein-Dey
1975: NAA Hussein-Dey	1976: NAA Hussein-Dey
1977: NAA Hussein-Dey	1978: NAA Hussein-Dey
1979: CSDNC Alger	1980: CSDNC Alger
1981: CSDNC Alger	1982: EP Sétif
1983: MA Hussein-Dey	1984: MA Hussein-Dey
1985: PO Chlef	1986: PO Chlef
1987: EP Sétif	1988: NAA Hussein-Dey
1989: MC Alger	1990: EC Sidi-Moussa
1991: MC Alger	1992: NA Hussein-Dey
1993: NA Hussein-Dey	1994: USM Blida
1995: MC Alger	1996: NA Hussein-Dey
1997: USM Blida	1998: USM Blida
1999: SR Annaba	2000: OC Alger
2001: USM Blida	2002: USM Blida
2003: MC Alger	2004: MC Alger
2005: MC Alger	2006: MC Alger
2007: MC Alger	2008: MC Alger
2009: PO Chlef	2010: ES Sétif
2011: NRBB Arreridj	2012: MB Béjaia
2013: GS Pétroliers	2014: NRBB Arreridj
2015: NRBB Arreridj	2016: NRBB Arreridj
2017: NRBB Arreridj	2018: NRBB Arreridj
2019: NRBB Arreridj	2020: NRBB Arreridj
2021: non organisé	2022: NRBB Arreridj
2023:	

Nationale Une (dames) 2022-2023 : coup d'envoi de la saison vendredi

Les trois coups du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale Une (dames), seront donnés vendredi avec 16 équipes scindées en deux groupes, Centre-Est et Centre-Ouest, dont neuf clubs de la wilaya de Béjaia et le MC Alger (tenant), qui sera une fois de plus le principal favori pour le sacre final. Pour cette nouvelle saison, les responsables de la fédération algérienne de la discipline ont décidé de reconduire la même formule de compétition que la saison écoulée avec 16 équipes scindées en deux groupes, Centre-Est et Centre-Ouest. Les quatre premiers de chaque poule à l'issue de la 1^{re} phase, qui se jouera en aller-retour, se qualifieront aux Play-offs, alors que les autres clubs disputeront les Play-down.



Comme chez les messieurs, les clubs de la Nationale Une (dames) sont autorisés à recruter des joueurs et entraîneurs étrangers, après la consultation

des membres de l'Assemblée générale, réunis samedi dernier en session extraordinaire. Concernant la composition des groupes, le MC Alger (ex-GS Pétroliers), détenteur du trophée depuis 2017, évoluera dans la poule Centre-Ouest avec notamment le NR Chlef et le nouveau promu NRS Alger-Centre. De son côté, l'ASW Béjaia, dont le dernier titre remonte à 2016, jouera dans la poule Centre-Est avec sept autres clubs de Béjaia, dont la Bravoure de Bejaia de retour parmi l'élite après plusieurs années d'absence.

Composition des groupes de la Nationale Une (dames) :

Groupe Centre-Est : MB Bejaia, WA Bejaia, NC Bejaia, ASW Bejaia, RC Bejaia, OS Tichy, CRR Toudja, Bravoure de Bejaia.
Groupe Centre-Ouest : MC Alger, NR Chlef, USP Akbou, Seddouk VB, ES Ben Aknoun, JS Azzazga, JSN El Hamri, NRS Alger-Centre.

Programme de la première journée

Groupe Centre-Est :
ASW Bejaia - RC Bejaia (10h00)
MB Bejaia - Bravoure de Bejaia (15h00)
WA Bejaia - CRR Toudja (15h00)
NC Bejaia - OS Tichy (15h00)
Groupe Centre-Ouest :
USP Akbou - JS Azzazga (10h00)
Seddouk VB - ES Ben Aknoun (12h00)
MC Alger - NRS Alger-Centre (15h00)
NR Chlef - JSN El Hamri (16h00).

Le palmarès avant le début de la saison 2022-2023 (D)

1963: NAH-Dey	1964: NAH-Dey
1965: NAH-Dey	1966: NAH-Dey
1967: NAH-Dey	1968: NAH-Dey
1969: NAH-Dey	1970: NAH-Dey
1971: NAH-Dey	1972: NR Blida
1973: NR Blida	1974: non disputé
1975: non disputé	1976: El-Djazair Riadha
1977: NAH-Dey	1978: MP Alger
1979: MP Alger	1980: MP Alger
1981: non disputé	1982: NADIT Alger
1983: MP Alger	1984: AJ Constantine
1985: MP Alger	1986: MP Alger
1987: MP Alger	1988: MP Alger
1989: MC Alger	1990: MC Alger
1991: ASW Béjaia	1992: MC Alger
1993: MC Alger	1994: ASW Béjaia
1995: ASW Béjaia	1996: ASW Béjaia
1997: MC Alger	1998: MC Alger
1999: ASW Béjaia	2000: MC Alger
2001: MC Alger	2002: MC Alger
2003: MC Alger	2004: NC Béjaia
2005: NC Béjaia	2006: GS Chlef
2007: MC Alger	2008: MC Alger
2009: GS Pétroliers	2010: GS Pétroliers
2011: GS Pétroliers	2012: MB Béjaia
2013: GS Pétroliers	2014: GS Pétroliers
2015: GS Pétroliers	2016: ASW Béjaia
2017: GS Pétroliers	2018: GS Pétroliers
2019: GS Pétroliers	2020: GS Pétroliers
2021: non organisé	2022: MC Alger

Les résultats des "Minimes" compteront dans la désignation du champion d'Algérie 2022-2023 (Mohamed Heus)

Les résultats de la catégorie "minime" seront associés à ceux des seniors pour désigner le futur champion d'Algérie de volley-ball, saison 2022-2023, a annoncé mercredi à Alger le président de la Fédération algérienne de la discipline, Mohamed Heus. Une décision qui, selon lui, a été adoptée par le Bureau Fédéral, spécialement pour encourager la formation au niveau des clubs, car orfèvrément délaissée au cours des dernières années. "La plupart des clubs ont délaissé la formation au profit des seniors, car ce sont ces derniers qui représentent +la vitrine+. Une pratique qui a fini par nuire gravement à la discipline, dont le niveau a considérablement régressé sur le plan

international au cours des dernières années" a-t-il commencé par expliquer lors d'une conférence de presse, tenue mercredi matin, au siège du Comité olympique et sportif algérien, à Dély Brahimi.

"Ce problème n'a que trop duré et nous avons considéré qu'il est peut-être grand temps pour nous de changer les choses. Nous avons donc choisi cette astuce, qui consiste à associer les résultats de la catégorie minime à ceux des seniors pour désigner le champion, afin d'obliger les clubs à se soucier un peu plus des jeunes catégories à l'avenir" a-t-il ajouté. Selon Heus "un club sans pépinière est un club sans avenir, et il est même voué à s'auto-ruiner, car s'il n'a pas de

jeunes au niveau du cru, il devra obligatoirement s'approvisionner ailleurs. Or, non seulement le recrutement coûte cher, mais il occasionne une multitude de frais supplémentaires, comme l'hébergement, le transport et la restauration. Autant de dépenses inutiles que ces équipes pourraient éviter en comptant plus sur des enfants du club" a-t-il encore tenu à faire savoir. Le président de la FAVB a plaidé également pour "le retour du sport scolaire et universitaire", car il représente selon lui "un excellent moyen" de découvrir de nouveaux jeunes talents" et d'approvisionner les clubs avec "des joueurs de la région". Pour rappel, le Championnat Nationale Une (messieurs) de volley-

ball sera donné ce vendredi, avec 20 équipes, réparties en deux groupes de dix, dont le NR Bordj Bou Arreridj, tenant du titre depuis 2014. Pour cette nouvelle saison, la FAVB a décidé de reconduire la même formule de compétition que la saison passée, avec 20 clubs répartis en deux groupes de dix, Centre-Est et Centre-Ouest.

Les quatre premiers de chaque poule à l'issue de la 1^{re} phase, qui se jouera en aller-retour, se qualifieront aux Play-offs, alors que les clubs restants disputeront les Play-down. Autre changement pour ce nouvel exercice, l'autorisation accordée aux clubs pour recruter des joueurs et entraîneurs étrangers, après la consultation des mem-

bres de l'Assemblée générale, réunis samedi dernier en session extraordinaire. Tenant du titre depuis 2014, le NR Bordj Bou Arreridj sera encore une fois le grand favori à sa propre succession, car disposant d'un effectif comportant plusieurs internationaux.

Composition des groupes de la Nationale Une (messieurs) :
Groupe Centre-Est : NR Bordj Bou Arreridj, JSC Ouled Adouane, NC Béjaia, ES Tadjenanet, OMK El Milia, MB Bejaia, ES Sétif, EF Ain Azel, JM Batna, ES El Eulma.

Groupe Centre-Ouest : WA Tlemcen, MC Alger, PO Chlef, ASV Blida, RM Arzew, JSB Ighram, RC M'sila, NA Hussein Dey, O. El Kseur, JS Messelmoun.

CAN-2023 (U17) PRÉPARATION - ALGÉRIE

22 joueurs convoqués pour un stage du 26 au 30 novembre

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) Arezki Remmane, a retenu 22 joueurs locaux, pour un stage préparatoire prévu du 26 au 30 novembre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) mercredi sur son site officiel.



"Le sélectionneur national a fait appel à 21 joueurs du championnat local sans grande nouveauté dans le sens où la prospection de nouveaux joueurs ne peut se faire en l'absence du championnat "Elite-

Jeunes" qui n'a pas encore débuté", a précisé l'instance fédérale. La plupart des joueurs champions arabes au mois de septembre dernier, sont convoqués, avec au menu un travail bi-quotidien

partagé entre un entraînement physique la matinée et un autre technico-tactique dans l'après-midi sur gazon naturel, souligne la FAF. "Nous allons jouer la compétition africaine sur de l'herbe, on doit

de ce fait habituer nos joueurs sur ce genre de pelouse", a affirmé Remmane.

Au cours de ce regroupement, le premier depuis le mois d'octobre, les U17 disputeront un match amical face aux U19 du NA Hussein-Dey, le mardi 29 novembre à Sidi Moussa (15h00).

Pour rappel, l'équipe nationale des U17 prépare la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, prévue en Algérie du 8 au 30 avril.

Voici par ailleurs la liste des 21 joueurs : Benfatiha Imad (ACA/FAF), Djellid Saâda (ACA/FAF), Bouteldja Mehdi (ACA/FAF), Sata Abdelouhab (ACA/FAF), Yaakoubi Ndir (ACA/FAF), Benabdelkader Fadi (ACA/FAF), Badani Younes (PAC), Nemer Ziad (ACA/FAF), Hamed Youcef (PAC), Amem Faïz (ACA/FAF), Bouaouiche Rami (ACA/FAF), Abed Anes (ACA/FAF), Galou Amine (PAC), Mesahel Idriss (ACA/PAC), Belkaïd Youcef (PAC), Amrani Youcef (ACA/PAC), Bousserouf Zinédine (ACA/PAC), Yazid Issam (CRB), Anatouf Meslem (ACA/FAF), Ziati Abdelhafid (ACA/FAF), Kessassi Fethi (ACA/FAF), Chegra Aymen (PAC).

COUPE D'ALGÉRIE (1/32ES DE FINALE)

Les favoris pour confirmer leur statut, la JS Berrouaghia à l'honneur

Les rencontres des 1/32es de finale de la Coupe d'Algérie de football, dont la première partie est prévue vendredi et samedi, seront marquées par des duels entre équipes qualifiées de favorites et des outsiders, alors que le petit poucet la JS Berrouaghia (Régional 2) tentera de poursuivre son bonhomme de chemin en recevant le CRB Aïn Oussara (inter-régions).

L'ensemble des 16 formations de la Ligue 1, qui entrent en lice à partir de ce tour, auront à cœur ainsi de confirmer leur statut et arracher leur billet pour les 1/16es de finale, même si le facteur surprises n'est pas à écarter.

Ainsi Le RC Arbaâ, le MC Oran, l'US Biskra, l'ASO Chlef, la JS Kabylie, le MC El-Bayadh, tenteront de faire respecter la logique dès ce week-end, en attendant l'entrée en lice des autres pensionnaires de la Ligue 1, le vendredi 9 décembre avec

notamment deux belles affiches entre clubs de l'élite : NC Magra-MC Alger et HB Chelghoum-Laïd - ES Sétif.

Le RC Arbaâ recevra le GS Aïn Sefra (Inter-régions) avec l'intention de mettre fin à une série de trois matches sans victoire en champ onnat, et se rassurer ainsi en vue du reste de la saison.

De son côté, le MC Oran sera l'hôte de l'Olympique Akbou (inter-régions), qui a enregistré cette semaine l'arrivée à la barre technique de l'ancien entraîneur-adjoint de la JS Kabylie Mourad Kharouf.

Considéré comme l'un des favoris en puissance pour accéder en Ligue 2 amateur, l'Olympique Akbou constituera certainement un sérieux client pour les Oranais, qui restent sur une série de deux victoires et un nul.

La JS Kabylie, qui traverse une mauvaise période en cham-

pinat avec un seul succès seulement, entamera l'aventure en "Dame Coupe" à domicile face à la JSM Tiaret (Ligue 2), dans un match piège pour les "Canaris".

4e au classement du groupe (Centre-Ouest), la JSMT abordera ce rendez-vous avec l'intention de créer la surprise, face à une équipe kabyle qui pense plutôt à l'urgence de redresser la barre en championnat.

Si le RCA, le MCO, et la JSK bénéficieront de la faveur des pronostics en jouant devant leur public, ce n'est pas le cas pour l'USB, l'ASO, et le MCEB, qui seront en appel respectivement face au SKAF El-Khemis (Ligue 2), l'E. Sour Ghozlane (Ligue 2), et le MSP Batna (inter-régions).

La suite des 1/32es de finale se jouera le vendredi 9 décembre, et sera marquée par plusieurs affiches, dont le match entre le détenteur du trophée

en 2019 le CR Belouizdad devant le MCE Eulma (Ligue 2).

Pour rappel, la Coupe d'Al-

gérie a été relancée cette saison, après deux ans d'arrêt, en raison de la pandémie de Covid-19.

Le programme

Programme des rencontres des 32es de finale de la Coupe d'Algérie (Seniors/Messieurs) de football, prévues vendredi et samedi, et devant se poursuivre le 9 décembre :

Vendredi 25 novembre à 14h00 :

JS El Biar - ICS Tlemcen (Stade Abderrahmane Ibrir / El Biar)
 IRB Khemis El Khechna - USM Annaba (Stade Bouraâda / Réghaïa)
 CR Zaouïa - CRB Adrar (Stade de Zaouïa)
 MB Hassi Messaoud - ES Bouakeul (OPOW du 18-Février / Ouargla)
 RC Arbaâ - GS Aïn Sefra (Stade Ismail Makhlouf / Larbaâ)
 MC Oran - O. Akbou (Stade Ahmed Zabana / Oran)
 SKAF El Khemis - US Biskra (Stade Abdelkader Khellal / Aïn Delfla)
 Amel Boussaâda - US Souf (Stade Mokhtar Abdelatif / Boussaâda)
 E. Sour Ghozlane - ASO Chlef (Stade Derradj Mohamed / Sour El Ghozlane)
 ES Besbès - IR Sedrata (Stade de Besbès)
 ES Mostaganem - WAB Tissemsilt (Stade El Hadjadj / El Marsa)
 SC Mechria - CRB Layoun (OPOW de Mechria)
 JS Kabylie - JSM Tiaret (Stade du 1er-Novembre / Tizi Ouzou)
 JS Berrouaghia - CRB Aïn Oussara (Stade de Berrouaghia)
 MSP Batna - MC El Bayadh (Stade du 1er-Novembre / Batna)

Samedi 26 novembre 2022, à 13h30 :

RCG Oran - AS Khroub : (Stade Habib Bouakeul / Oran)
 US Chaouïa - NA Hussein Dey (Stade Zerdani Hassouna / Oum El Bouaghi)
 MB Barika - A. Bir Bouhouche (OPOW de Barika)
 JS Azazga - JS Guir (Stade du 1er-Novembre / Tizi Ouzou)
 USF Constantine - EC Oued Smar (Stade Ben Abdelmalek / Constantine)
 CR Témouchent - JS Bordj Menail (Stade Embarek Boucif / Aïn Témouchent)
 AE Médéa - NRB Telaghma (Stade Imam Lyès / Médéa)
 CRB El Milia - NRB Touggourt (Stade Colonel Amirouche / Jijel)
Vendredi 9 décembre, à 14h00 :
 NC Magra - MC Alger : (Stade Municipal / Magra)
 NRB Nezla CS Constantine (Stade des 10000 Places / Touggourt)
 JS Saoura - JS Ben Daoud (Stade du 20-Août 55 / Béchar)
 US Tébessa - LRF Constantine (Stade du 4-Mars / Tébessa)
 IRB Maghnia - USM Alger (Stade des Frères Nouali / Maghnia)
 Paradou AC - WA Mostaganem (Stade Omar Benrabah / Dar El Beïda)
 CR Belouizdad - MC El Eulma (Stade du 20-Août 55 / Alger)
 USM Khenchela - IS Tighenif (Stade Hammam Amar / Khenchela)
 HB Chelghoum-Laïd - ES Sétif (Stade du 11 Décembre / Chelghoum-Laïd).

La JS Bendaoud sollicite la DJSL pour son déplacement à Béchar

La JS Bendaoud, leader incontestable du groupe Ouest du championnat Inter-Régions de football, trouve des difficultés pour honorer ses engagements en Coupe d'Algérie où il est appelé à rendre visite à la JS Saoura (Ligue 1), le 9 décembre prochain dans le cadre des 32es de finale, a-t-on appris mercredi de la direction de ce club de la banlieue d'Oran.

Faisant face à des problèmes financiers, les dirigeants de cette formation, qui a accédé cette saison au troisième palier, placent tous leurs espoirs dans la direction de la

jeunesse et des sports à laquelle ils ont formulé une demande pour prendre en charge le déplacement de leur équipe à Béchar, informe-t-on de même source.

Initialement prévu pour le milieu de la semaine prochaine, cette rencontre de Coupe d'Algérie a été reporté au grand bonheur des responsables de la JS Bendaoud, une équipe relevant de la commune de Bir El Djir, car il lui a permis d'avoir un temps supplémentaire pour éviter le forfait, précise-t-on.

A la JSB, on table aussi sur l'apport des

autorités communales, selon Fedal El Houari, membre de la direction du club, qui espère "bénéficier du soutien financier escompté", ajoutant que tout le monde au "Jil" s'attendait pourtant à une "meilleure implication" de ces autorités surtout au regard du parcours réalisé par le club en championnat.

En fait, la JSB est en train de dominer son championnat en obtenant 16 points de 18 possibles, ce qui lui a permis de caracoler seule en tête du classement avec cinq victoires contre un seul nul.

Ayant parvenu aussi

à passer avec succès les tours régionaux en coupe d'Algérie, la JSB nourrit également de grosses ambitions dans cette compétition populaire, espérant créer la surprise, même si le tirage au sort ne lui a pas souri en mettant son chemin un gros bras de la Ligue 1.

Mais le principal défi de cette formation, fondée en 1997, demeure l'accession en Ligue 1, dans un exploit historique que les Oranais tiennent énormément à réaliser confortés dans leur ambition par leur début en fanfare en championnat.

APS

CHAN2023 (PRÉPARATION) L'équipe nationale A' de retour aux entraînements à Dubaï

La sélection algérienne de football A', en stage aux Emirats arabes unis en prévision du championnat d'Afrique des nations CHAN prévu du 13 janvier au 4 février prochain en Algérie, a retrouvé le chemin des entraînements, mardi au stade d'Al Wasl à Dubaï, indique la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.



Le coach national Madjid Bougherra a programmé une séance d'entraînement en fin de soirée, en présence de tout l'effectif dont l'attaquant du CR Belouizdad Karim Aribi qui avait rejoint le groupe depuis Malmø en Suède après avoir pris part au regroupement de la sé-

lection nationale A. Les Verts enchaîneront avec une autre séance ce mercredi, puis une dernière jeudi avant d'affronter le Koweït, vendredi 25 novembre pour ce qui sera leur troisième et dernier match de préparation avant de regagner Alger. Lors du CHAN, l'Algérie évo-

luera dans le Groupe (A), domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Éthiopie et du Mozambique.

Les coéquipiers du capitaine Ayoub Abdelaoui entameront le tournoi le vendredi 13 janvier face à la Libye (17h00). Pour rappel, les

18 pays participant à cette compétition africaine ont été scindés en trois groupes de quatre, et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifieront pour les quarts de finale.

INTER-RÉGIONS

L'USM Bel Abbès à la recherche de la gloire perdue

L'USM Bel-Abbes, reléguée du premier au troisième palier en l'espace de deux saisons, espère stopper l'hémorragie dès cette saison en tablant d'abord sur un retour en Ligue deux de football en fin du championnat en cours.

Et même si le club de l'Ouest du pays voit sa situation administrative et financière inchangée, étant donné que les mêmes difficultés qui l'avaient envoyé en purgatoire perdurent toujours, il n'en demeure pas moins que les jeunes joueurs lancés dans le bain ont réussi, jusque-là, à faire revenir les supporters dans les tribunes du stade du 24-février 1956.

Cette grande enceinte footballistique commence désormais à retrouver son "âme" depuis quelques semaines.

Le derby de la wilaya qui a opposé l'USMBA au FC Telagh (victoire 2-1), vendredi dernier, dans le cadre de la 6e journée du championnat Inter-Régions (Gr.

Ouest) a été d'ailleurs une grande fête, aussi bien dans les tribunes que dans les fiefs des deux formations.

Le succès des Vert et Rouge, le quatrième depuis le début de cet exercice,

les a confortés dans leur conviction de pouvoir jouer la carte de l'accession, surtout que le retard qu'ils accusent par rapport au leader, la JS Bendaoud, la surprise du championnat jusque-là, n'est que de trois points.

Le nouvel entraîneur de la formation de la "Mekerra", Lyes Arab, en poste depuis moins d'un mois, nourrit à son tour l'ambition de terminer champion de son groupe synonyme d'accession en Ligue 2.

"Les joueurs, même s'ils manquent d'expérience, vu qu'ils sont tous issus de la catégorie des moins de 21 ans, sont en train de donner le meilleur d'eux-mêmes, en dépit de la situation difficile que traverse le club sur tous les plans.

Ils sont persuadés qu'ils ont un bon coup à jouer", a déclaré à l'APS ce technicien qui a déjà roulé sa bosse au sein des clubs des deux premiers paliers.

"Nous allons tout faire pour rester sur cette dynamique des bons résultats, grâce notamment à la volonté de mes joueurs qui, au fil des journées, gagnent davantage en confiance, ce qui est déjà un grand pas franchi", s'est-il

réjoui. En fait, l'USMBA évolue, depuis la saison passée, avec un effectif composé d'éléments de moins de 21 ans, car le club est interdit de recrutement depuis près de trois années à cause de ses dettes envers d'anciens joueurs et entraîneurs.

Une situation lui ayant valu de perdre sa place parmi l'élite, alors qu'il y a quatre années de cela, il avait réussi à remporter la Coupe d'Algérie et la Supercoupe.

Mais depuis, il est miné par des problèmes internes et des luttes intestines entre la direction de la société sportive par actions (SSPA) et celle du club sportif amateur (CSC).

Ce dernier gère désormais les affaires des Vert et Rouge depuis l'intersaison, au moment où l'ambiguïté demeure entière concernant la situation juridique de la SSPA que préside Abdelghani El Hannani.

Mais à l'USMBA, on préfère se concentrer actuellement sur l'objectif premier du club qui est d'accéder en Ligue deux, et pourquoi pas enclencher un nouveau départ, "car l'USMBA doit retrouver son statut parmi l'élite", a encore dit son coach.

LIGUE 2 AMATEUR

L'entraîneur Aziz Abbès "très proche" du MCB Oued Sly

L'entraîneur Aziz Abbès est sur le point de s'engager avec le MCB Oued Sly et devrait signer son contrat jeudi, a-t-on appris mercredi de la direction de ce club de Ligue deux de football.

Aziz Abbès, qui a débuté cette saison sur le banc de

touché du GC Mascara (Ligue 2), succèdera à Abdelhak Belaïd, qui a démissionné de son poste en début de semaine après le nul concédé à domicile contre le RC Relizane (0-0).

Le MCBO, qui table sur l'accession en Ligue 1, traverse un passage à vide de-

puis quelques semaines, avant de concéder une nouvelle contre-performance face au RCR qui s'est présenté, samedi dernier à Chlef, sans entraîneur et avec un effectif composé des joueurs de la réserve.

Après huit journées de championnat de L2, le re-

présentant de la wilaya de Chlef en deuxième palier occupe la 4e place au classement avec 15 points, distancé de sept unités par le leader du groupe Centre-Ouest, l'ES Mostaganem.

Seul le premier de cette poule accède en Ligue 1 en fin de saison.

MONDIAL 2022 Procédure disciplinaire contre le Mexique (FIFA)

La Fifa a ouvert mercredi une deuxième procédure disciplinaire en deux jours en raison de "chants" injurieux de supporters pendant le Mondial-2022, cette fois contre la Fédération mexicaine, après une décision similaire visant l'Equateur mardi.

L'instance mondiale ne précise pas la nature des chants concernés, pendant la rencontre Mexique-Pologne (0-0) mardi, mais indique s'appuyer sur l'article 13 de son Code disciplinaire, qui punit le fait "d'offenser la dignité ou l'intégrité d'un pays, d'une personne ou d'un groupe par des mots méprisants, discriminatoires ou injurieux". La Fifa sanctionne une telle infraction de "dix matchs de suspension" quand elle concerne un joueur ou un officiel, et d'une amende "d'au moins 20.000 francs suisses" (20.400 euros) et d'une rencontre à huis clos partiel quand elle vise une fédération.

Gr.H - Corée du Sud : Son opérationnel face à l'Uruguay jeudi

L'attaquant sud-coréen de Tottenham, Son Heung-min, récemment opéré pour une fracture autour de l'œil gauche, est opérationnel pour le match face à l'Uruguay jeudi (14h00), dans le cadre de la 3e journée (Gr.H) du Mondial 2022 au Qatar (20 novembre-18 décembre), a annoncé mercredi le sélectionneur Paulo Bento.

Son avait été opéré début novembre pour "consolider une fracture autour de son œil gauche" occasionnée par un choc avec le défenseur de l'Olympique de Marseille Chancel Mbemba, lors de la victoire des Spurs (2-1) le 1er novembre en Ligue des champions à Marseille.

"Son peut jouer et il sera en mesure de jouer", a insisté Bento lors d'une conférence de presse mercredi.

Son (30 ans) s'est entraîné au Qatar avec un masque de protection, qui a semblé le gêner, l'attaquant l'ajustant à plusieurs reprises tandis qu'il effectuait des exercices de remise en forme avec le reste de l'équipe.

"Le fait de porter un masque n'est pas un inconvénient pour lui, c'est naturel pour lui. Nous verrons demain quelle sera la situation. Nous espérons qu'il se sentira le plus à l'aise possible.

Il sait et nous savons qu'après une telle blessure, nous ne pouvons prendre aucun risque", a assuré son entraîneur. Capitaine de la sélection pour laquelle il compte 106 rencontres et 35 buts, Son est une idole dans son pays, qu'il avait notamment mené à la victoire lors des Jeux Asiatiques en 2018. Outre l'Uruguay, la Corée du Sud défiera également le Ghana le 28 novembre puis le Portugal le 2 décembre.

Le Maroc impose le nul à la Croatie (0-0)

L'équipe marocaine de football a tenu en échec, mercredi son homologue croate (0-0), en match disputé au stade Al-Bayt d'Al Khor, dans le cadre de la 3e journée (Gr.F) de la Coupe du monde 2022 au Qatar (20 novembre-18 décembre).

L'autre match de cette poule F oppose, ce soir, la Belgique au Canada, au stade Ahmed Ben Ali à Doha (20h00).

Les deux premiers de chacun des 8 groupes se qualifient pour les 1/8es de finale de cette 22e édition du Mondial.

ROMA : SOLBAKKEN JUSQU'EN 2027

Ola Solbakken (24 ans) s'engage en faveur de l'AS Rome. En fin de contrat avec Bodo/Glimt, l'ailier norvégien a paraphé un bail de quatre années et demi, soit jusqu'en juin 2027, avec la Louve.



MAN CITY GUARDIOLA JUSQU'EN 2025

Comme prévu, Pep Guardiola jure fidélité à Manchester City. Arrivé à l'été 2016, l'entraîneur espagnol a prolongé son contrat pour deux années supplémentaires, soit jusqu'en juin 2025.

"Je suis si heureux de continuer à City pour les deux prochaines saisons. Je ne pourrais même pas assez remercier le club pour la confiance qu'il m'accorde. Je me sens bien ici. J'ai tout ce dont j'ai besoin pour faire mon travail de la meilleure des manières. Je sais que le prochain chapitre du club sera extraordinaire pour la prochaine décennie", a indiqué le manager catalan pour le site officiel du club.

Une excellente nouvelle pour le double champion d'Angleterre en titre.



ANGLETERRE L'INQUIETUDE KANE...

Touché à la cheville peu après le retour des vestiaires face à l'Iran (6-2) lundi, mais finalement remplacé en fin de match, Harry Kane (29 ans, 75 sélections et 51 buts) a quitté le terrain en boitant légèrement. Et l'état physique de l'attaquant de Tottenham inquiète d'ores et déjà toute l'Angleterre en ce début de Coupe du monde !

À tel point que, selon plusieurs médias d'outre-Manche, le meilleur buteur du Mondial 2018 va passer un scanner ce mercredi pour analyser l'état de sa cheville droite. Après la victoire face aux Iraniens, son sélectionneur Gareth Southgate s'était montré rassurant en parlant simplement d'un "mauvais coup", mais les sensations du buteur semblent indiquer autre chose. Selon Sky Sports, il existe un "réel doute" quant à sa participation au match face aux États-Unis vendredi (20h).



PSG AL-KHELAÏFI RÉPOND SUR L'AVENIR DE MESSI

Il ne s'agit pas d'un secret, le Paris Saint-Germain souhaite conserver l'attaquant Lionel Messi (35 ans, 13 matchs et 7 buts en L1 cette saison), en fin de contrat en juin prochain. Et malgré la concurrence du FC Barcelone et de l'Inter Miami, le président parisien Nasser Al-Khelaïfi reste confiant sur ce dossier.

"Il se trouve avec nous. Il reste un joueur du Paris Saint-Germain et a encore un contrat avec nous. Nous allons rester avec ce contrat et nous verrons la situation au terme de la saison. Il est heureux à Paris", a insisté le dirigeant qatari pour le média talkSport.

Et effectivement, Messi, de retour à un bon niveau, a récemment déclaré sa flamme pour Paris.



MANCHESTER UTD RONALDO LIBÉRÉ !

Clap de fin pour Cristiano Ronaldo (37 ans, 10 apparitions et 1 but en Premier League cette saison) à Manchester United !

Après ses déclarations fracassantes sur le club anglais et le manager Erik ten Hag,

l'international portugais va quitter, immédiatement, les Red Devils après la résiliation d'un commun accord de son contrat, qui expirait en juin prochain.

"Cristiano Ronaldo va quitter Manchester United d'un commun accord, avec effet immédiat. Le club le remercie pour son immense contribution au cours de ses deux passages à Old Trafford, marquant 145 buts en 346 apparitions, et lui souhaite, ainsi qu'à sa famille, un bon avenir. Tout le monde à Manchester United reste concentré sur la poursuite des progrès de l'équipe sous la direction d'Erik ten Hag et sur le travail en commun pour obtenir des succès sur le terrain", peut-on lire dans un communiqué officiel.

Reste désormais à savoir où CR7, libre, va rebondir !



BAYERN MANÉ, LES MOTS FORTS DE CHOUPO-MOTING

Contraint de renoncer à la Coupe du monde 2022 avec le Sénégal en raison d'une blessure au péroné, Sadio Mané vit une période difficile. L'ailier du Bayern Munich a été réconforté par son coéquipier chez les Roten, Eric Choupo-Moting (33 ans, 16 matchs et 11 buts toutes compétitions cette saison).

"Je suis très triste pour lui, pour le Sénégal et pour l'Afrique. C'est un grand joueur et une grande personne aussi. Je suis très heureux qu'il nous ait rejoints au Bayern et je suis très contrarié et triste pour lui que cette blessure soit survenue juste avant la Coupe du monde, a regretté l'attaquant camerounais devant les médias. Les blessures font toujours partie du jeu mais, malheureusement, il s'est blessé au mauvais moment. Nous sommes tous avec lui et j'espère qu'il va garder son énergie positive. Il reviendra plus fort."

Sans leur joueur star, les Sénégalais ont manqué de présence dans la zone de vérité lundi face aux Pays-Bas (0-2) malgré une prestation aboutie dans le jeu.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmajid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

La bataille d'Ouled Ziane à Legata (Boumerdes), dernière épopée de "Si Mustapha" et de ses compagnons

La région de Boumerdes enregistre en lettres d'or la dernière épopée de "Si Mustapha" et de ses quatre compagnons, il y a 64 ans, lors d'une bataille mémorable dans la région d'Ouled Ziane à Legata, tenant tête à 150 soldats français lourdement armés, avant de tomber au champ d'honneur.

Après une résistance héroïque de plus de huit (8) heures face à des soldats français suréquipés et appuyés par des véhicules blindés, Saoudi Mohamed, dit "Si Mustapha" et ses compagnons Harfouchi Mohamed, dit "Moh Cheikh", Mohamed Guettiteche dit "Si Lghoul", Mustapha Belaid dit "Mustapha Tachach" et Rezki Abane, dit "Si Rezki" tombèrent au champ d'honneur, le 25 novembre 1958.

Les faits de la bataille ont été relatés, à l'époque, par des témoins oculaires habitant à proximité du lieu de son déroulement, avant d'être rapportés par la suite par des compagnons du martyr Si Mustapha, dont son frère Saoudi Ali et les moudjahidine Tafni Ahmed, dit Lekhel (82 ans) et Baayou Mohamed (92 ans) et qui sont toujours en vie. Citant le témoignage des habitants voisins du lieu de la bataille, Ali, le frère du martyr Si Mustapha et le moudjahid Tafni Ahmed ont indiqué à l'APS que ce fait d'armes a été déclenché aux environs de 9h dans une bâtisse de la ferme des Benmansour à Ouled Ziane et avait duré huit (8) heures.

La bataille avait commencé, selon les deux interlocuteurs, lorsque "près de 150 soldats français lourdement armés avaient encerclé la région, avant d'attaquer la bâtisse où se trouvaient les cinq moudjahidine, en mission dans la région sur ordre du commandement de l'Armée de libération nationale (ALN) pour éliminer cinq harkis, des agents



des forces d'occupation dans la région". Les militaires français avaient d'abord préféré des menaces, suivies d'échanges de tirs, avant de lancer l'attaque contre les cinq moudjahidine.

Le site, témoin de la bravoure de Si Mustapha et de ses quatre compagnons, a été laissé en l'état par son propriétaire. Il garde, à ce jour, les séquelles de cette bataille pour témoigner à jamais du courage, de la détermination et de l'engagement de ce petit groupe de fidayine pour l'indépendance nationale.

Un parcours militaire honorable et des batailles mémorables

Le martyr Saoudi Mohamed était réputé pour avoir mené nombre d'opérations militaires audacieuses, dont la plus importante fut celle où il avait abattu un hélicoptère ennemi de reconnaissance (mouchard) avec son arme.

L'opération lui a valu d'être promu à de hautes fonctions dans les rangs de l'ALN, selon le témoignage des deux interlocuteurs de l'APS,

lesquels ont affirmé que Si Mustapha a abattu cet hélicoptère dans la région d'Ath Yahia Moussa (Tizi-Ouzou). Il avait été repéré par le pilote de cet avion, qui l'a pourchassé en vue de le tuer, mais Si Mustapha a fini par l'abattre, ont-ils signalé.

Si Mustapha, poursuivi par Ali Saoudi et Ahmed Tafni, avait réussi à semer le pilote en se cachant dans d'épais buissons, d'où il arrosa de balles l'hélicoptère avec sa mitrailleuse. Il toucha mortellement le pilote, qui s'écrasa avec son engin. Le chahid Saoudi Mohamed a, également, pris part à d'autres batailles et attaques, dont la plus célèbre fut l'accrochage contre l'armée coloniale au village de Oueza, banlieue de l'actuelle "Si Mustapha" (commune de Boumerdes baptisée de son nom), où il perdit l'un de ses compagnons, le commandant Boudhar Mohamed, dit Hamidouche.

A la suite du Congrès de la Soummam, Si Mustapha fut nommé responsable militaire de la 3^{ème} région (Tizi-Ouzou), où il mena plusieurs opérations

militaires, dont des accrochages avec la cavalerie en 1956 et la gendarmerie française à Tizi-Ouzou, en janvier 1957, où il fut légèrement blessé.

Toujours dans la même région, Si Mustapha mena le 20 août 1957 une attaque contre la ferme du colon "Chevalier", en éliminant sept soldats français.

Il élimina un autre soldat dans une attaque contre la ferme du colon "Laker". A cela s'ajoutent un accrochage dans la forêt du Sahel de Sidi Daoud (Boumerdes) et une bataille au Douar "Haddada" durant la même année. Le martyr Si Mustapha est né le 6 novembre 1933 dans l'actuelle commune éponyme de Boumerdes. Il rejoint l'école primaire en 1944, mais il fut contraint de la quitter à l'âge de 11 ans, à la mort de son père, pour subvenir aux besoins d'une famille de cinq membres. A 17 ans, il rejoint le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), avant de rallier, en 1955, les rangs de la Katiba "Ghoumrassa" de Bordj Menail, relevant de l'Armée de libération nationale (ALN).

Il rejoint ensuite Draa El Mizane (Tizi-Ouzou), et il fut nommé responsable de la 3^{ème} région de Bordj Menail en 1957. Au lendemain de l'indépendance, la Municipalité de "Félix-Faure" a été baptisée du nom de Si Mustapha, dont le nom fut, également, donné à la Base centrale logistique de Blida relevant de l'Armée nationale populaire.

ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

M. Benabderrahmane reçoit le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a reçu mardi le ministre de l'Industrie et du Commerce de la République tchèque, Jozef Sikela, qui effectue une visite de travail en Algérie, indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué. Lors des entretiens, les deux parties "ont affirmé leur volonté de promouvoir les relations entre l'Algérie et la République tchèque et de diversifier la coo-

pération bilatérale notamment dans les domaines de l'industrie, de l'énergie et des énergies renouvelables, ainsi que l'activation des mécanismes de coopération et la mise en œuvre des résultats du Forum économique algéro-tchèque, tenu les 21 et 22 novembre en cours", précise la même source.

L'audience s'est déroulée au Palais du gouvernement en présence du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, ajoute-t-on.

PÉTROLE

Opep+: plusieurs pays membres démentent l'existence de discussions sur une révision de l'accord du 5 octobre

Plusieurs ministres de l'énergie de pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont démenti l'existence de discussions en cours sur une éventuelle révision de l'accord conclu par l'Opep et ses alliés (Opep+) le 5 octobre dernier.

A cet effet, le ministre de l'Énergie et des mines, Mohamed Arkab, a affirmé mardi à l'APS qu'"il n'y a pas de discussions en cours sur une révision de l'accord du 5 octobre dernier. Les décisions de l'OPEP+ sont prises en toute transparence lors des réunions et à l'unanimité de ses membres".

"Les spéculations sur d'improbables révisions des niveaux de production de l'OPEP+ sont de nature à perturber le fonctionnement normal des marchés pétroliers", a souligné M. Arkab. De son côté le ministre de l'Énergie saoudien Abdel Aziz Ben Salmane a "démenti catégoriquement" une éventuelle révision de l'accord du 5 octobre, selon l'agence de presse officielle saoudienne (SPA).

"Il est bien connu, et ce n'est un secret pour personne, que l'OPEP+ ne discute d'aucune décision avant ses réunions", a déclaré le prince Abdel Aziz. Pour le premier pays exportateur de brut au monde la ré-

duction de la production décidée en octobre dernier par l'Opep+ devrait rester en vigueur jusqu'à fin 2023. Même son de cloche chez le ministre de l'Énergie des Emirats arabes unis, Suhail Al Mazrouei, qui a nié mardi, dans un tweet, "toute discussion avec des membres de l'OPEP+ pour réviser l'accord du 5 octobre dernier, valable jusqu'à fin 2023".

Il a également affirmé que son pays s'est engagé à atteindre l'objectif de l'OPEP+ de soutenir l'équilibre du marché. Le ministre du Pétrole du Koweït, Bader Hamed Youcef Al-Mulla, a, lui aussi démenti mardi, l'existence de discussions liées à l'intention de l'alliance OPEP+ d'augmenter la production de pétrole, selon l'agence de presse koweïtienne.

"Le souci du Koweït est de maintenir la stabilité de l'équilibre sur les marchés pétroliers", a-t-il soutenu. A rappeler que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés avaient décidé, lors de leur 33^{ème} réunion ministérielle, de baisser la production pétrolière totale de l'alliance de 2 millions de barils/jour en novembre. L'alliance avait également décidé de prolonger la durée de la déclaration de coopération (Doc) jusqu'à fin 2023.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 14 quintaux de kif via les frontières avec le Maroc (MDN)

Des tentatives d'introduction de plus de 14 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également arrêté 50 narcotrafiquants, durant la période du 16 au 22 novembre, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à tra-

vers les Régions militaires, 50 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 14 quintaux et 50 kilogrammes de kif traité, tandis qu'ils ont saisi 25 kilogrammes de cocaïne et 47810 comprimés psychotropes", précise le bilan. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le bilan du MDN fait état de "l'arrestation, par des détachements combinés de l'ANP, de 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national". A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, des détachements de l'ANP "ont

intercepté 98 individus et saisi 39 véhicules, 149 groupes électrogènes, 66 marteaux piqueurs, 13 détecteurs de métaux, 8 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", ajoute le bilan. Selon la même source, "18 autres individus ont été arrêtés et 11 fusils de chasse, 2 pistolets automatiques, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 130 tonnes, ainsi que 53000 paquets de tabacs et 17685 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". Dans le même contexte, "les

Garde-frontières ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 27076 litres à Tébessa, Souk Ahras, El-Tarf et Tamanrasset, alors que 123 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national". Ces opérations menées dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, ont abouti à "des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", conclut le MDN.